

PROGRÈS

POUR

LES ENFANTS

**UN BILAN DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET DE LA PARITÉ DES SEXES**

NUMÉRO 2, AVRIL 2005

1 Avant-propos
L'ÉDUCATION POUR TOUS, FILLES ET
GARÇONS, EST ESSENTIELLE AU
DÉVELOPPEMENT

2 La parité des sexes
UN OBJECTIF EN ÉVOLUTION
CONSTANTE

**10 Afrique de l'Est/
Afrique australe**
ENCORE DU CHEMIN À FAIRE

12 Afrique de l'Ouest/Afrique centrale
DES MESURES D'URGENCE SONT
NÉCESSAIRES

14 Asie du Sud
42 MILLIONS D'ENFANTS NON
SCOLARISÉS

**16 Moyen-Orient/
Afrique du Nord**
AU-DELÀ DES MOYENNES

18 ECO/CEI
RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES

20 Amérique latine/Caraïbes
DES DISPARITÉS IMPORTANTES

22 Asie de l'Est/Pacifique
UNE SITUATION COMPLEXE

24 Pays industrialisés
PAS ENCORE AU BUT

26 Note finale
UNE QUESTION DE PRIORITÉS

9 Tables
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET PARITÉ DES SEXES

28 Tables
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET PARITÉ DES SEXES

**L'ÉDUCATION POUR TOUS,
EST ESSENTIELLE AU DÉV**

La journée de mars 2002 où j'ai assisté, à Kaboul, à la rentrée des classes de 3 millions d'enfants afghans après des années de guerre, fait partie des souvenirs les plus mémorables de mes fonctions de Directrice générale de l'UNICEF. Si je n'en avais pas déjà été persuadée, cette journée remarquable m'aurait convaincue de la très grande importance de l'éducation dans la vie des enfants du monde.

L'éducation est bien plus qu'une simple affaire d'instruction. L'éducation sauve des vies : des adolescents qu'elle protège contre le VIH/SIDA aux nourrissons qui sont sauvés par les connaissances de leur mère en matière de santé et de nutrition. Elle transforme des vies : des adolescents qui ont ainsi la possibilité de s'affranchir de la pauvreté aux filles qui prennent confiance en elles-mêmes et une nouvelle place dans la société. Elle enrichit des vies : de l'enfant réfugié à qui l'éducation procure un sentiment de stabilité, même dans un camp et en situation d'urgence, à la jeune Sadiqa de Kaboul, qui, à 12 ans, a passé pendant ses vacances d'hiver trois mois à suivre des cours de rattrapage, pour compenser les années perdues et qui rêve de devenir un jour présidente de l'Afghanistan.

Ce bilan – qui fait partie d'une série dans laquelle l'UNICEF évalue les progrès effectués pour les enfants dans la perspective de l'échéance de 2015 – porte sur les avancées réalisées en vue d'atteindre les deuxième et troisième objectifs du Millénaire pour le développement, qui consistent à parvenir à l'éducation primaire pour tous et à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ce bilan intervient à un moment crucial : 2005 est l'année où la première étape du Millénaire – éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – doit être atteinte.

Il n'y a pas de temps à perdre. Il ressort de ce bilan que dans de nombreuses régions et de nombreux pays, cette étape ne sera pas atteinte, malgré les efforts de nombreux gouvernements, organisations non gouvernementales et organismes des Nations Unies, dont l'Initiative « 25 d'ici à 2005 » de l'UNICEF et l'action menée avec des partenaires dans le cadre de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. Il reste urgent de progresser vers la parité des sexes

FILLES ET GARÇONS, DÉVELOPPEMENT

cette année, en particulier pour manifester la forte volonté de la communauté internationale de parvenir à l'égalité des sexes en matière d'éducation. Sans la parité des sexes, on ne parviendra pas à l'éducation primaire pour tous.

Les nombreux bienfaits de l'éducation des filles sont maintenant incontestables. Elle permet de réduire la mortalité des enfants et des mères, d'accroître la productivité économique, d'améliorer la santé et la nutrition et de protéger les filles de la maltraitance, de l'exploitation et du VIH/SIDA. Elle contribue également de la meilleure façon possible à l'égalité des sexes.

L'éducation est le droit de tous les enfants : les filles comme les garçons, les riches comme les pauvres. Investir dans l'éducation – et dans l'éducation des filles en particulier – demeure notre meilleur espoir d'intensifier les progrès en vue d'atteindre les objectifs généraux de développement humain que la communauté internationale s'est engagée à atteindre.

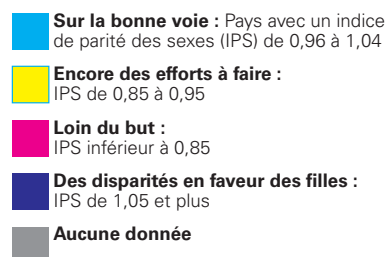
J'espère que cette communauté, qui a si bien réagi au tsunami catastrophique d'Asie, saura se mobiliser aussi vite et aussi efficacement pour la cause de la parité des sexes dans l'éducation.



Carol Bellamy
Directrice générale de l'UNICEF

L'éducation primaire et la parité des sexes

Quelque 125 pays – 91 pays en développement et 34 pays industrialisés – sont bien partis pour atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire, c'est-à-dire un nombre égal de garçons et de filles à l'école. L'évaluation de la situation des pays par rapport à cet objectif se fonde sur les taux nets d'inscription/de fréquentation dans l'enseignement primaire en 2001. L'ensemble des données est présenté dans les tables des pages 28 à 30.



LA PARITÉ DES SEXES : UN CONSTANTE

L'éducation des filles gagne du terrain dans le monde entier, mais pas assez rapidement.

Le deuxième objectif du Millénaire pour le développement consiste à parvenir à l'éducation primaire pour tous : faire en sorte que, d'ici à 2015, tous les enfants achèvent un cycle complet d'études primaires. Le troisième objectif – promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes – comporte également une très importante dimension éducative, car les progrès réalisés à cet égard se mesurent à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, si possible d'ici à 2005, et à tous les niveaux d'ici à 2015.

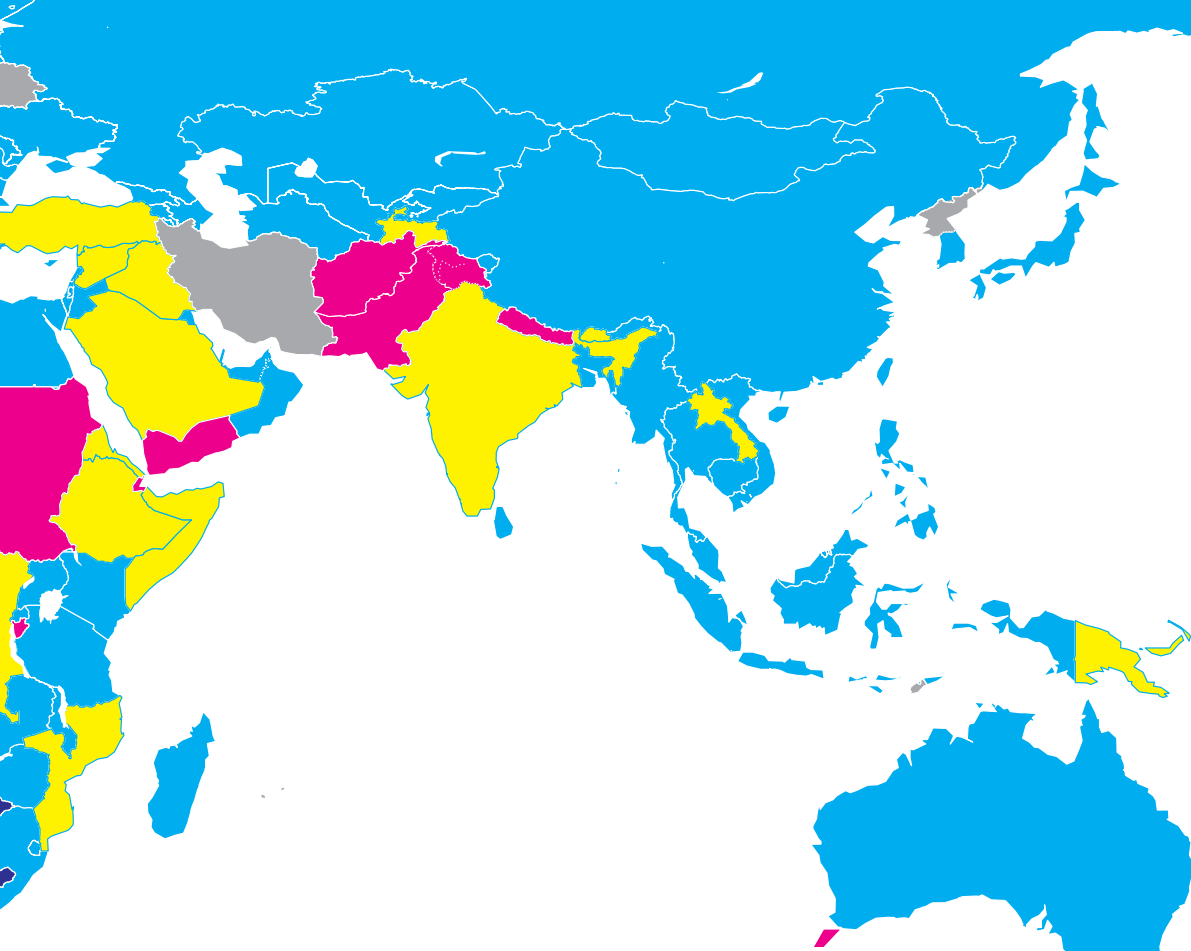
Les deuxième et troisième objectifs du Millénaire pour le développement sont indissociables. Il n'est, par définition, pas possible de parvenir à l'éducation primaire pour tous sans parité des sexes en la matière. De même, la parité des sexes dans l'enseignement primaire n'a que peu d'intérêt si la participation des filles et des garçons se maintient à des niveaux très bas.

D'après les estimations et projections de l'UNICEF, trois régions – le Moyen-Orient/Afrique du Nord, l'Asie du Sud et l'Afrique de l'Ouest et centrale – n'atteindront pas d'ici à 2005 l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire. Et s'il y a des raisons d'être optimiste car 125 pays – 91 pays en développement et 34 pays industrialisés – sont sur la bonne voie, avec

autant de filles que de garçons dans les écoles, certains de ces pays ont des taux globaux de scolarisation si bas que la parité des sexes ne peut être considérée que comme un hasard statistique. En outre, même dans les pays qui sont parvenus à la parité des sexes tout en ayant un taux global satisfaisant de scolarisation, on peut se demander dans quelle mesure cela contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes – la véritable finalité du troisième objectif du Millénaire pour le développement.

Néanmoins, il est manifeste que des progrès importants ont été réalisés. L'éducation des filles gagne du terrain dans le monde entier, mais pas assez rapidement et pas assez systématiquement pour garantir une éducation de base à des millions de filles qui ne sont toujours pas scolarisées ou pour faire progresser les pays qui ont pris du retard.

Lorsqu'on évalue l'amélioration de la situation au regard de ces deux objectifs, il est essentiel de ne pas se contenter des taux de scolarisation ou d'achèvement d'un cycle d'études. Pour parvenir à l'éducation primaire pour tous, il faut par exemple que tous les enfants commencent à aller à l'école au bon âge et passent d'une classe à l'autre avec un taux de redoublement minimal ou nul. Il faut à cette fin améliorer la qualité de



Les taux nets totaux d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire sont inférieurs à 85 % dans les pays suivants :

Afghanistan, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Emirats arabes unis, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Iraq, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Turkménistan, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Cette carte a été simplifiée pour des raisons stylistiques et n'est pas à l'échelle. Elle ne reflète aucune position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillé représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

OBJECTIF EN ÉVOLUTION

l'éducation; et également développer et améliorer les soins et l'éducation de la petite enfance afin de préparer les enfants à une transition harmonieuse de leur foyer à l'école. Ces aspects de l'éducation sont moins faciles à évaluer – bien que la collecte et l'analyse de données plus précises qui aideront les actions à mener à l'avenir fassent figure de priorités. Mais pour l'instant, les progrès réalisés dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'éducation primaire pour tous s'évaluent principalement à l'aide des chiffres habituels que sont les taux d'inscription/de fréquentation scolaire.

UNE CONDITION IMPORTANTE

Des progrès réguliers sont réalisés à l'échelle mondiale en matière d'inscription/de fréquentation scolaire. D'après des études réalisées par l'UNICEF et l'Institut de statistiques de l'UNESCO, en 2001, le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire (TNI/F)¹ était de 82 % à l'échelle mondiale, ce qui veut dire que 115 millions d'enfants en âge d'être scolarisés n'allèrent pas à l'école primaire. En outre, d'après les projections de l'UNICEF se fondant sur le taux net de fréquentation scolaire dans le primaire dans 81 pays en développement, le pourcentage d'enfants en âge d'aller à l'école qui sont effectivement scolarisés atteindra 86 % en 2005. Cette progression est remarquable – cela signifie que si la

population mondiale en âge d'aller à l'école reste constante ou diminue entre 2000 et 2005, conformément aux projections de l'ONU², on peut raisonnablement affirmer que *le nombre d'enfants n'allant pas à l'école primaire passerait peut-être maintenant pour la première fois en dessous de 100 millions depuis qu'on a commencé à recueillir ces données.*

Mais cette progression ne suffira pas à garantir que tous les enfants bénéficient d'un cycle complet d'éducation primaire d'ici à 2015. Il faut progresser plus rapidement. Il faut déployer de toute urgence les efforts et les ressources nécessaires afin non seulement d'étendre la portée de l'éducation, en en faisant bénéficier tous les enfants pour l'instant non scolarisés, mais également en tenant compte de tout un ensemble de facteurs qui, dans les écoles ainsi que dans les foyers et les collectivités, empêchent ou au contraire facilitent l'achèvement du cycle d'études primaires.

L'analyse des données provenant d'enquêtes réalisées auprès des ménages de 1980 à 2001 fait apparaître d'importantes variations régionales du taux d'accroissement annuel moyen (TAAM) du taux de fréquentation/d'inscription³. Ce TAAM régional va de 1,4 % par an au Moyen-Orient/Afrique du Nord à 0,35 % dans la région de l'Europe centrale et orientale et de

la Communauté d'États indépendants (ECO/CEI). En général, les régions qui ont déjà atteint des taux élevés de scolarisation ont les taux d'accroissement les plus faibles, ce qui témoigne du niveau élevé de départ ainsi que de la difficulté supplémentaire de gagner les derniers points de pourcentage qui les séparent de la scolarisation universelle. Les régions ayant les taux de fréquentation scolaire les plus bas (Asie du Sud, Afrique de l'Est et australe et Afrique de l'Ouest et centrale) ont obtenu des taux d'accroissement très élevés, ce qui indique que les efforts et les ressources déployés en vue de développer l'éducation ont donné des résultats, en dépit d'écueils et d'obstacles considérables. Les progrès réalisés dans ces régions restent cependant précaires, étant donné la persistance des faibles taux d'inscription/de fréquentation et les nombreux obstacles à l'éducation.

On peut se faire une meilleure idée des progrès réalisés en considérant le taux d'accroissement annuel moyen nécessaire, d'après les projections, à la réalisation de l'objectif qui consiste à parvenir d'ici à 2015 à l'achèvement universel du cycle d'études primaires⁴. Il faudrait maintenir à l'échelle mondiale un taux d'accroissement annuel moyen de 1,3 % pendant les dix prochaines années – ce qui est proche des taux obtenus au Moyen-Orient/Afrique du Nord au cours des vingt dernières années. Les régions qui sont actuellement les plus éloignées de cet objectif devront de toute évidence enregistrer un taux d'accroissement beaucoup plus élevé : 3,2 % pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, 2,8 % pour l'Afrique de l'Est et australe et 1,9 % pour l'Asie du Sud.

Il est encourageant de constater que la plupart des pays des régions du Moyen-Orient/Afrique du Nord, de l'Asie de l'Est/Pacifique et de l'Amérique latine/Caraïbes semblent bien partis pour atteindre cet objectif d'ici à 2015 à condition de maintenir leur taux actuel d'accroissement annuel moyen. Il faut que les progrès réalisés à ce jour se maintiennent en dépit de problèmes comme le travail des enfants, la traite des enfants, le VIH/SIDA et les situations d'urgence, comme les conflits civils et les catastrophes naturelles. Dans la région ECO/CEI, le taux d'accroissement annuel moyen doit augmenter, mais l'objectif peut tout à fait être atteint. Dans toutes ces régions, les progrès réalisés en matière d'inscription/de fréquentation doivent se traduire par des améliorations du taux d'achèvement de l'enseignement primaire.

À l'inverse, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, d'Asie du Sud, le taux d'accroissement annuel moyen devra considérablement augmenter si l'on veut atteindre les objectifs en 2015. En Afrique de l'Ouest et centrale, par exemple, le taux d'accroissement actuel devra être multiplié par quatre. En outre, dans 37 pays, la plupart en Afrique subsaharienne, le taux d'accroissement devra dépasser 2 % pour que l'objectif soit atteint.

De toute évidence, les régions qui ont enregistré la progression la plus forte du taux d'accroissement au cours des 20 dernières années devront réaliser des progrès encore plus importants dans les dix années à venir pour parvenir d'ici à 2015 à l'achèvement universel des études primaires. Il s'agit là d'un défi redoutable.

Dans les régions et les pays les plus défavorisés, le statu quo ne donnera aucun résultat. Les politiques et les stratégies mondiales pour l'avenir doivent aider ces pays à parvenir à une croissance exponentielle de leurs taux d'accroissement, de façon à ce que leurs taux d'inscription scolaire fassent des « pas de géant ».

PRÉJUGÉS SEXISTES : LES OBSTACLES DEMEURENT

La parité des sexes dans l'enseignement est au cœur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; c'est d'ailleurs la seule dimension pour laquelle une première échéance a été fixée en 2005. L'élimination de la disparité entre les sexes est une étape menant à la réalisation de l'objectif plus général de l'éducation pour tous, qu'il est impossible d'atteindre sans la parité des sexes. Et surtout, c'est également un tremplin vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui sont nécessaires à la réalisation d'autres objectifs du Millénaire comme la diminution de la mortalité des moins de cinq ans, l'amélioration de la santé maternelle et la réduction de la pauvreté.

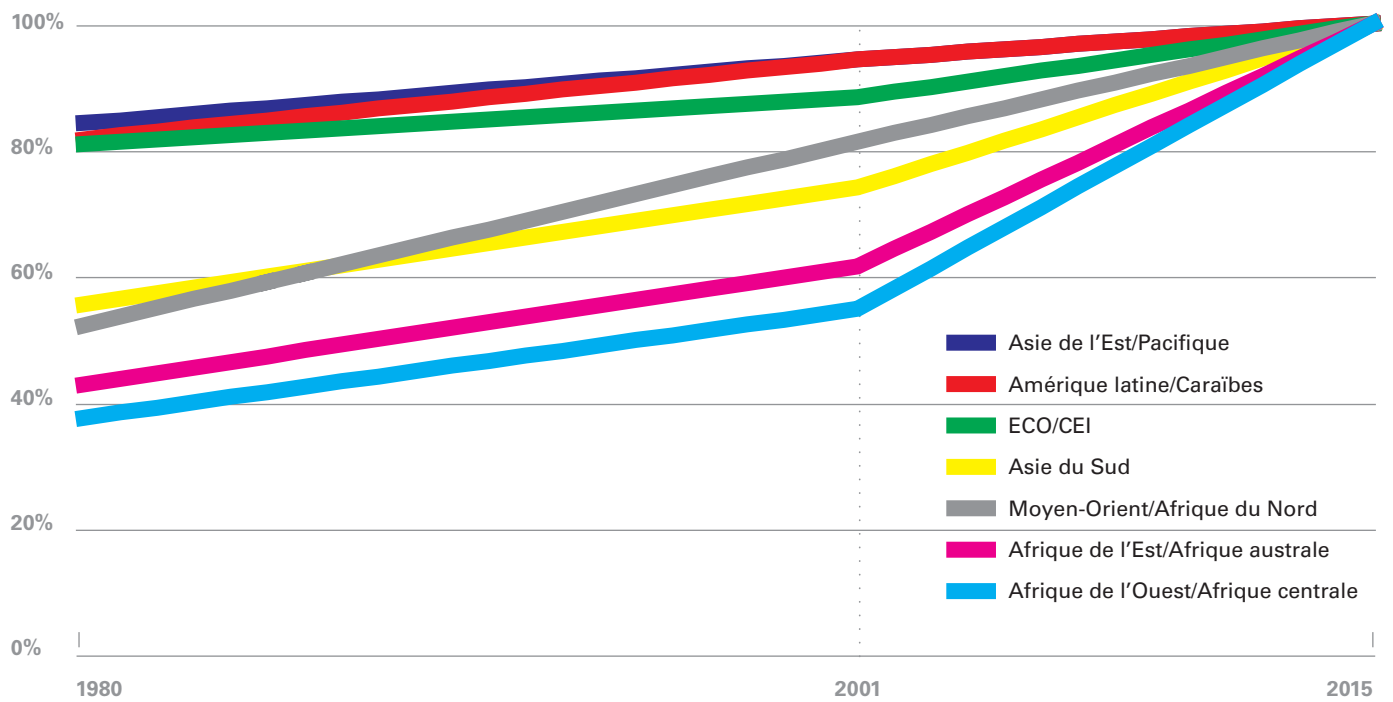
D'après les projections de l'UNICEF se fondant sur les taux nets de fréquentation scolaire de 81 pays en développement, l'indice mondial de parité des sexes (IPS)⁵ est de 0,96 en 2005 – ce qui signifie qu'on compte 96 filles pour 100 garçons à l'école primaire. Avec ce chiffre, il est en théorie encore possible d'atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire. Mais en pratique, il reste encore beaucoup de progrès à faire, trois des grandes régions du monde ayant accumulé beaucoup de retard en ce qui concerne la scolarisation des filles dans l'enseignement primaire. À l'échelle mondiale, les filles représentent 54 % environ des enfants n'allant pas à l'école primaire, ce qui veut dire que pour 100 garçons non scolarisés, on compte 117 filles dans la même situation. (*Voir page 8 une analyse des disparités entre les sexes dans l'enseignement secondaire.*)

Il faut cependant nuancer à l'échelle régionale, nationale et même infranationale cette vision très globale de la situation, afin d'évaluer les progrès réalisés à ce jour – ainsi que les efforts à fournir à l'avenir pour parvenir à la parité des sexes aussi rapidement que possible après l'échéance de 2005. L'écart entre les sexes ne cesse de se résorber depuis 1980 : la scolarisation des filles a davantage progressé que celle des garçons dans toutes les régions et dans la plupart des pays en développement⁶. Toutes les régions sans exception affichent pour cette période un taux d'accroissement annuel moyen plus important pour les filles que pour les garçons, ce qui témoigne de la distance énorme parcourue par l'éducation depuis 1980 en vue de résorber cet écart. Malgré ces progrès, il semble bien que, dans les dix ans à venir, le taux d'accroissement devra être beaucoup plus important pour les filles que pour les garçons dans la plupart des régions si l'on veut parvenir à l'échelle mondiale à la parité des sexes dans le cadre de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015.

Deux régions illustrent bien la complexité de la situation. En Asie du Sud et en Afrique de l'Ouest et centrale, les disparités entre les sexes restent très préoccupantes, mais le problème se pose en termes différents. L'accès à l'éducation est très différent dans les deux régions : en Asie du Sud, les trois-quarts des filles vont à l'école tandis qu'en Afrique occidentale/centrale, seul un peu plus de la moitié des filles sont scolarisées. Mais du fait du nombre élevé de filles non scolarisées en Asie du Sud – environ 23,5 millions, ce qui veut dire qu'il y a presque 5 millions de plus de filles que de garçons parmi les enfants non scolarisés – les disparités entre les sexes dans le monde en développement en général restent importantes. En Afrique de l'Ouest et centrale, les filles bénéficient moins souvent des nombreux bienfaits de l'éducation que dans toute autre région du monde. Comblent l'écart entre les sexes dans ces deux régions – et progresser sur la voie de l'éducation primaire pour tous – devrait être une priorité absolue des dirigeants et des organismes de développement dans les dix ans à venir.

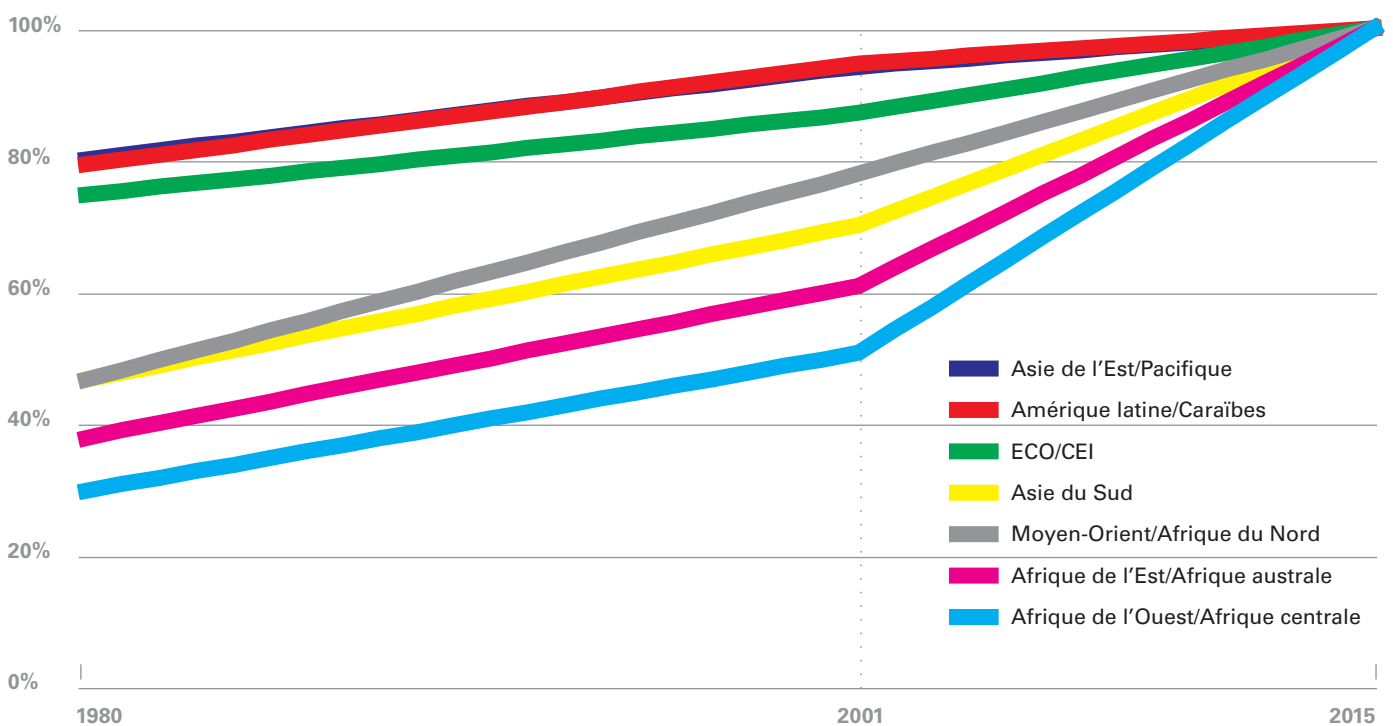
Taux nets totaux d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (1980-2015)

Ce graphique présente l'accroissement annuel moyen des taux net totaux d'inscription/de fréquentation scolaire observé entre 1980 et 2001 et nécessaire à partir de 2001 pour atteindre d'ici à 2015 l'objectif d'un cycle d'études primaires pour tous.



Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire des filles dans le primaire (1980-2015)

Ce graphique présente l'accroissement annuel moyen des taux net d'inscription/de fréquentation scolaire des filles observé entre 1980 et 2001 et nécessaire à partir de 2001 pour atteindre d'ici à 2015 l'objectif d'un cycle d'études primaires pour tous.



Les disparités entre les sexes sont le plus importantes dans les régions du Moyen-Orient/Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Ouest et centrale, qui ont toutes un indice de parité des sexes (IPS) inférieur à 0,95 pour la fréquentation scolaire dans le primaire (un indice de 1 correspondant à la parité entre les filles et garçons). Dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, la scolarisation des filles a progressé de façon remarquable au cours des dernières années : pendant la période allant de 1980 à 2001, c'est dans cette région que l'éducation s'est le plus développée à la fois pour les filles et les garçons. Mais on ne compte encore que 94 filles scolarisées pour 100 garçons, ce qui indique qu'il reste encore d'importants préjugés à vaincre.

Il arrive souvent que la situation de certains pays diffère considérablement de la moyenne régionale. Dans 26 des 81 pays en développement sur lesquels portent les projections de l'UNICEF pour 2005, l'IPS est inférieur à 0,96, c'est-à-dire qu'il y a moins de 96 filles pour 100 garçons à l'école primaire. Les pays ayant les plus faibles ratios de scolarisation des filles par rapport aux garçons sont : le Yémen (61), le Niger (67), le Tchad (69), le Burkina Faso (71), le Mali (74), la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau (76), le Bénin (78) et la Guinée (79).

Le plus surprenant est peut-être de constater que dans certains pays et régions, la disparité entre les sexes est inversée : les filles sont mieux loties que les garçons. D'après les projections du taux net de fréquentation scolaire dans le primaire réalisées par l'UNICEF pour 2005, dans deux régions en développement - l'Amérique latine/Caraïbes et l'Asie de l'Est/Pacifique - le taux de scolarisation des filles dans le primaire est légèrement supérieur à celui des garçons. En outre, dans 12 pays en développement sur 81, l'IPS est de 1,05 ou plus, ce qui signifie qu'il y a nettement plus de filles que de garçons à l'école primaire.

Il est important de continuer à accorder la priorité à l'éducation des filles, même dans les pays et régions où les disparités entre les sexes sont inversées. Il y a deux raisons à cela. Premièrement, les statistiques de certains pays considérés isolément peuvent être préoccupantes même dans les régions où la scolarisation des filles est satisfaisante. Dans la région de l'Amérique latine/Caraïbes, par exemple, il y a légèrement plus de filles que de garçons scolarisés, mais au Guatemala, les projections de l'UNICEF pour 2005 indiquent que l'on compte seulement 97 filles pour 100 garçons parmi les enfants non scolarisés. En outre, même lorsque les moyennes nationales font apparaître une proportion légèrement supérieure de filles scolarisées (comme dans le cas de la Bolivie), la discrimination à l'égard des filles peut être très forte par endroit, par exemple au sein des populations autochtones ou d'autres groupes minoritaires.

La deuxième raison pour laquelle les pays où il existe des disparités inverses entre les sexes doivent néanmoins continuer d'accorder la priorité à l'éducation des filles est la suivante : comme les Objectifs du Millénaire pour le développement l'indiquent clairement, la parité des sexes n'est pas seulement le fondement de l'éducation primaire pour tous; c'est également un moyen de favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il faut donc tenir compte des facteurs qui permettent aussi de parvenir à l'égalité dans l'éducation et grâce à l'éducation, ce qui mène à l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de la société.

Il est impératif à ce stade de maintenir l'engagement mondial en faveur de l'éducation des filles. Retarder de quelques années

de plus la véritable parité des sexes aura de lourdes conséquences, non seulement pour les filles directement concernées mais également pour l'ensemble du projet du Développement du Millénaire. Investir dans l'éducation des filles est une stratégie qui protège le droit de tous les enfants à une éducation de qualité et peut accélérer la réalisation de tous les autres objectifs de développement, à commencer par l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

OBSTACLES, MENACES ET POSSIBILITÉS

Pour progresser dans la réalisation des OMD relatifs à l'éducation et à l'égalité des sexes, il faut non seulement dispenser un enseignement mais également remédier aux obstacles qui empêchent certains enfants de commencer à aller à l'école ou d'achever un cycle d'études. Ces inégalités constituant d'importants défis pour les dirigeants et les organismes de développement, c'est en prenant conscience de leur importance que l'on pourra progresser dans les dix ans à venir.

Parmi les obstacles importants figurent la pauvreté, le travail des enfants, la traite des enfants, le VIH/SIDA, l'éloignement géographique, l'insuffisance de l'infrastructure, l'appartenance à une minorité ethnique, la condition inférieure qui est celle des femmes dans la société, le manque d'éducation des mères, les conflits civils, les catastrophes naturelles et la violence. Comme il arrive souvent que plusieurs de ces obstacles coexistent, il n'est pas toujours facile de déterminer leur influence respective sur l'éducation. Il est donc absolument nécessaire de recueillir dans ce domaine des statistiques ventilées qui puissent orienter les politiques et pratiques à venir. Des statistiques ventilées permettent, par exemple, de mettre en évidence les mécanismes par lesquels les filles subissent les répercussions conjuguées de leur sexe, de leur vulnérabilité à l'exploitation sexuelle et au VIH/SIDA et de leurs origines défavorisées ou rurales?

PAUVRETÉ

D'après des données provenant d'enquêtes auprès des ménages réalisées dans toutes les régions en développement, les enfants des 20 % de ménages les plus pauvres sont en moyenne 3,2 fois plus nombreux à ne pas aller à l'école primaire que les enfants issus des 20 % de ménages les plus riches. Ce taux masque d'importants écarts entre régions et entre pays. Par exemple, si, dans la région ECO/CEI, les enfants les plus pauvres ont un risque 1,6 plus élevé de ne pas aller à l'école primaire, ce taux atteint 4,5 dans les régions du Moyen-Orient/Afrique du Nord et de l'Amérique latine/Caraïbes. Même dans la région ECO/CEI, de grandes disparités existent d'un pays à l'autre : au Kazakhstan et dans la République de Moldova, les enfants des ménages les plus pauvres sont au moins cinq fois plus nombreux à ne pas aller à l'école.

Il existe dans chaque région des pays présentant d'énormes écarts de ce type, comme : l'Indonésie en Asie de l'Est/Pacifique (5,6); l'Érythrée, Madagascar et la Zambie en Afrique de l'Est et australe (4,9 ou plus); l'Algérie et le Bahreïn au Moyen-Orient/Afrique du Nord (4,9 ou plus); l'Inde en Asie du Sud (3,4); le Nicaragua, le Pérou, le Suriname et le Venezuela en Amérique latine/Caraïbes (6,0 ou plus) et le Cameroun en Afrique de l'Ouest et centrale (5,0). En outre, 77 % des enfants n'allant pas à l'école primaire vivent dans les 60 % de ménages les plus pauvres des pays en développement, ces pourcentages étant beaucoup plus élevés en Amérique latine/Caraïbes (84 %) et en Afrique de l'Est et australe (80 %).

Pour veiller à ce que tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire soient scolarisés d'ici à 2015, il faut que les program-

mes et interventions soient soigneusement adaptés aux conditions propres à chaque pays. Par exemple, si en Érythrée et au Venezuela, au moins 90 % des enfants non scolarisés vivent dans les 60 % de ménages les plus pauvres, au Venezuela, seuls 7 % de tous les enfants ne vont pas l'école, tandis qu'en Érythrée il est inquiétant de constater que 37 % des enfants sont privés d'éducation.

De même, il sera peut-être nécessaire de faire appel à différentes stratégies pour scolariser les filles de milieux défavorisés. Plus une fille est soumise à de multiples désavantages, plus il est important que le système éducatif lui vienne en aide au moyen de mesures spéciales, au lieu de supposer qu'elle bénéficiera d'une vaste campagne en faveur de l'éducation pour tous.

L'ÉDUCATION DES MÈRES

La probabilité qu'un enfant aille à l'école dépend également d'un autre indicateur essentiel : si la mère a elle-même ou non bénéficié d'une quelconque éducation. Les enfants dont les mères n'ont pas reçu d'éducation risquent au moins deux fois plus que les autres de ne pas être scolarisés – et cette probabilité dépasse 2,5 en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi qu'en Asie du Sud. Dans huit pays, les enfants de mères n'étant pas allées à l'école sont au moins trois fois plus nombreux à ne pas aller à l'école primaire eux-mêmes : le Venezuela (4,8), le Suriname (4,4), le Cameroun (3,9), la Côte d'Ivoire (3,7), le Guyana (3,4), l'Érythrée (3,4), l'Inde (3,3) et la Guinée-Bissau (3,0).

Dans les pays en développement, 75 % des enfants n'allant pas à l'école primaire ont des mères sans instruction. Cette moyenne recouvre des différences très importantes d'une région à l'autre : si 80 % des enfants n'allant pas à l'école primaire en Afrique de l'Ouest et centrale, en Asie du Sud et au Moyen-Orient/Afrique du Nord ont des mères sans aucune instruction, ce pourcentage n'est que de 28 % en Asie de l'Est/Pacifique et de seulement 1 % dans la région ECO/CEI, principalement parce que les taux de scolarisation des filles sont depuis longtemps beaucoup plus élevés dans ces régions. En Amérique latine/Caraïbes, seules 20 % des mères d'enfants en âge d'aller à l'école sont sans instruction, et pourtant leurs enfants représentent plus de la moitié des enfants non scolarisés – ce qui témoigne des fortes disparités économiques au sein de la région.

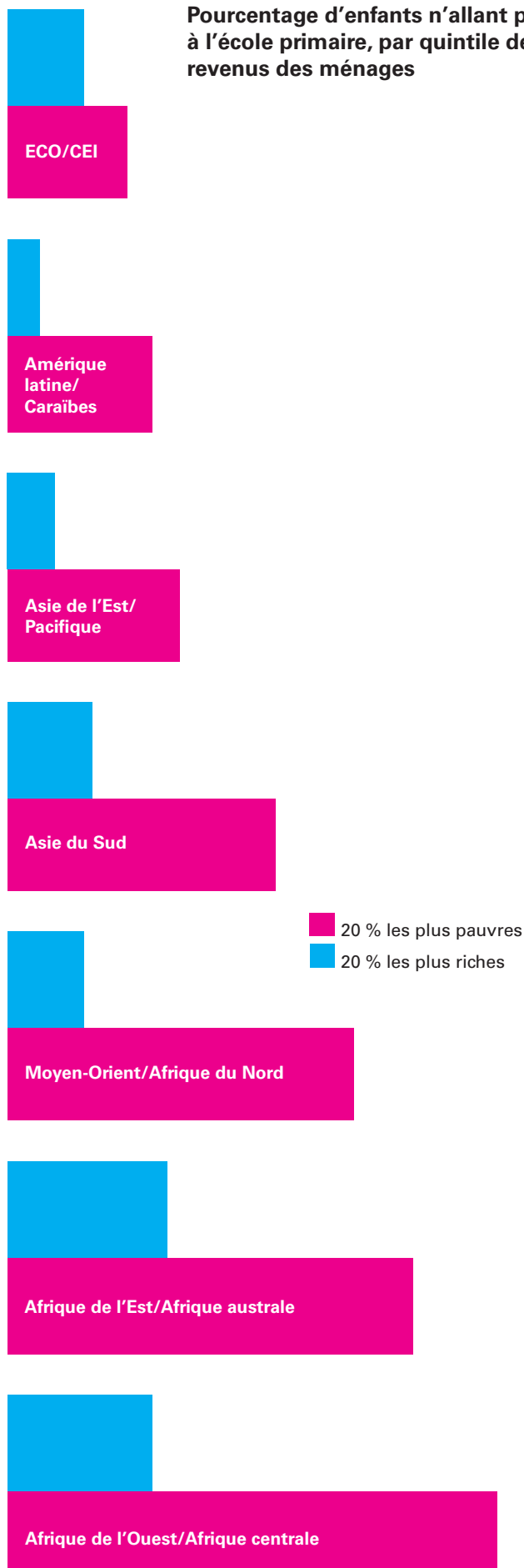
Il est clair que le degré d'instruction de la mère contribue pour beaucoup à déterminer si un enfant ira ou non à l'école. Cela souligne l'importance de scolariser dès que possible autant de filles et de futures mères que possible et de les encourager à poursuivre et à achever leur éducation.

EMPLACEMENT GÉOGRAPHIQUE

Les chances de scolarisation des enfants dépendent en partie de l'endroit où ils vivent. Dans les pays en développement, 30 % des enfants vivant en région rurale ne vont pas à l'école, contre 18 % des enfants des milieux urbains. Citons parmi de multiples facteurs d'explication : dans les régions rurales, les enfants doivent souvent parcourir un trajet beaucoup plus long pour aller à l'école la plus proche; il est plus fréquent que leurs parents soient sans instruction et ne valorisent pas l'éducation; et il est souvent plus difficile d'attirer de bons enseignants en milieu rural.

À l'échelle mondiale, environ 82 % des enfants n'allant pas à l'école primaire vivent dans des régions rurales. Il existe des différences entre les régions, l'Amérique latine/Caraïbes affichant

Pourcentage d'enfants n'allant pas à l'école primaire, par quintile de revenus des ménages



les taux les plus bas (60 % des enfants non scolarisés vivent en région rurale) et l'Afrique de l'Est/australe les taux les plus élevés (87 %). Les 84 % d'enfants non scolarisés vivant en milieu rural en Inde pèsent lourdement sur la moyenne mondiale étant donné le très grand nombre d'enfants que compte ce pays. Parmi ces enfants non scolarisés qui vivent en région rurale, les filles sont souvent les plus mal loties. Par exemple, en Éthiopie, on compte 97 filles pour 100 garçons scolarisés en milieu urbain; mais on ne compte que 76 filles pour 100 garçons scolarisés en milieu rural. Au Burkina Faso, on compte dans les écoles 91 filles en milieu urbain et 57 filles en région rurale pour 100 garçons.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

D'après des estimations récentes de la scolarisation dans l'enseignement secondaire réalisées par l'UNICEF dans des pays en développement⁸, seuls 39 % des enfants en âge de suivre un enseignement secondaire le font (d'après le taux net de fréquentation de l'enseignement secondaire, TNFS). Cette analyse indique que 27 % des enfants en âge de suivre un enseignement secondaire vont à l'école primaire – soit parce qu'ils ont redoublé soit parce qu'ils ont commencé à aller à l'école à un âge tardif – ce qui montre à quel point il est important que les enfants commencent à aller à l'école au bon âge et passent d'une classe à l'autre en redoublant aussi peu que possible.

Les écarts entre les régions sont encore plus marqués dans le secondaire que dans le primaire. Dans la région ECO/CEI, bien que la scolarisation dans l'enseignement secondaire ait considérablement chuté depuis 1990, le taux net de fréquentation scolaire dans le secondaire – 70 % - reste plus élevé que dans toutes les autres régions. En Afrique subsaharienne, en revanche, seuls 20 % des enfants de la tranche d'âge correspondante fréquentent un établissement scolaire secondaire. Dans les régions Asie de l'Est/Pacifique et Moyen-Orient/Afrique du Nord, environ la moitié des enfants suivent un enseignement secondaire tandis qu'en Amérique latine/Caraïbes et en Asie du Sud, ces taux sont respectivement de 44 % et de 40 %.

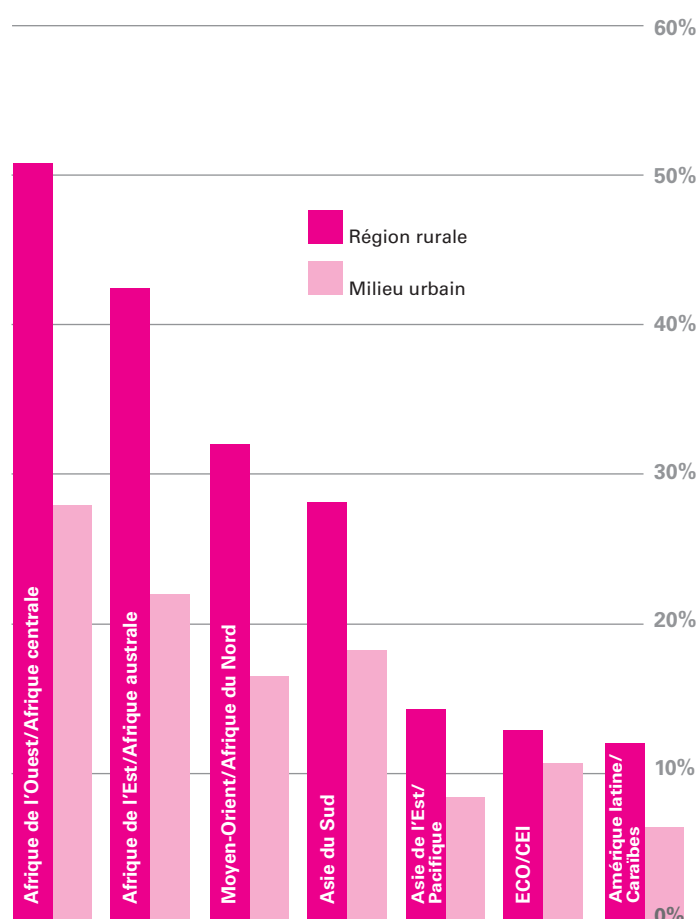
La priorité en matière d'enseignement secondaire est d'éliminer les disparités entre les sexes d'ici à la fin de l'année 2005. Sur les 75 pays considérés, 22 étaient bien partis pour atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement secondaire et 21 devaient redoubler d'efforts. Vingt-cinq pays étaient loin de cet objectif, dont 15 dans la seule région de l'Afrique de l'Ouest et centrale. Le Yémen était le pays ayant la plus faible proportion de filles par rapport aux garçons dans le secondaire – 41 filles pour 100 garçons.

C'est dans les régions de l'Asie du Sud et du Moyen-Orient/Afrique du Nord que les disparités entre les sexes dans l'enseignement secondaire sont le plus marquées. En Asie du

Pourcentage d'enfants n'allant pas à l'école primaire, selon l'instruction des mères



Pourcentage d'enfants n'allant pas à l'école primaire, par lieu de résidence



Sud, 44 % des garçons en âge de fréquenter un établissement secondaire le font, contre seulement 36 % des filles, tandis qu'on compte au Moyen-Orient/Afrique du Nord 54 % de garçons et 43 % de filles.

En Amérique latine/Caraïbes, les filles sortent gagnantes des disparités entre les sexes, 47 % d'entre elles fréquentant un établissement secondaire contre seulement 41 % des garçons. Cela accentue encore la tendance régionale qui se manifeste dans le primaire et souligne la nécessité de mieux comprendre et combattre les facteurs qui freinent la scolarisation des garçons.

Il est possible de réaliser dans l'enseignement secondaire des progrès importants en matière d'égalité des sexes. Grâce à l'éducation, les filles peuvent accroître leur pouvoir d'action et leur confiance en soi en acquérant les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs dont elles ont besoin pour prendre leur place dans la société. À cet égard, bon nombre des bienfaits que l'on attribue généralement à l'éducation viennent de l'enseignement secondaire plutôt que primaire, ce qui indique à quel point il est important de renforcer les progrès réalisés dans le primaire par des taux élevés de scolarisation dans le secondaire.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET PARITÉ DES SEXES

Taux nets de fréquentation dans le secondaire ^a					Taux nets de fréquentation dans le secondaire ^a				
Pays et territoires	Total	Garçons	Filles	IPS ^b	Pays et territoires	Total	Garçons	Filles	IPS ^b
Yémen	56,0	78,2	32,4	0,41	Ghana	70,5	73,5	67,3	0,92
Guinée	36,8	48,6	23,8	0,49	Gabon	84,8	88,3	81,6	0,92
Côte d'Ivoire	38,0	48,8	28,5	0,58	Kenya	80,3	83,1	77,3	0,93
Mozambique	43,1	54,0	31,7	0,59	Madagascar	48,9	50,3	47,4	0,94
Bénin	47,2	58,6	35,2	0,60	Haïti	78,4	81,0	75,9	0,94
Mali	29,2	36,2	22,4	0,62	Bolivie	82,6	85,3	80,0	0,94
Niger	13,7	16,9	10,6	0,63	Soudan (du Nord)	63,2	64,8	61,5	0,95
Sénégal	29,6	36,2	23,6	0,65	Pérou	87,8	89,9	85,6	0,95
Tchad	46,0	56,0	36,6	0,65	Swaziland	70,8	72,1	69,4	0,96
Iraq	50,3	60,1	40,3	0,67	Viet Nam	79,0	80,6	77,5	0,96
Burkina Faso	15,3	18,2	12,4	0,68	Albanie	46,7	47,4	46,0	0,97
République centrafricaine	47,3	56,3	38,4	0,68	Sao Tomé-et-Principe	54,1	55,0	53,3	0,97
Cambodge	50,4	60,0	40,6	0,68	Bangladesh	60,0	60,9	59,1	0,97
Togo	64,6	75,4	51,8	0,69	Bosnie-Herzégovine	86,7	88,0	85,3	0,97
Turquie	59,2	69,3	49,5	0,71	Comores	37,9	38,4	37,5	0,98
Sierra Leone	37,7	43,1	31,9	0,74	Myanmar	68,5	69,2	67,8	0,98
Gambie	47,5	54,9	40,4	0,74	Azerbaïdjan	95,1	96,1	94,1	0,98
Zambie	58,6	67,3	49,6	0,74	Turkménistan	85,4	85,6	85,3	1,00
Guinée-Bissau	48,7	55,7	41,6	0,75	Afrique du Sud	91,2	91,2	91,1	1,00
Népal	71,3	80,4	61,8	0,77	Ouzbékistan	93,8	93,8	93,7	1,00
Burundi	35,5	40,0	31,7	0,79	Indonésie	60,7	60,5	61,0	1,01
Rép. démocratique du Congo	64,3	72,0	56,6	0,79	République dominicaine	90,8	90,3	91,3	1,01
Rép. dém. populaire lao	66,1	74,0	58,1	0,79	Colombie	73,9	73,1	74,8	1,02
Inde	63,7	70,6	56,2	0,80	Suriname	81,1	80,2	81,9	1,02
Cameroun	61,3	67,2	55,3	0,82	Kirghizistan	86,2	85,4	87,1	1,02
Guatemala	51,4	55,7	47,4	0,85	Kazakhstan	95,7	94,6	96,9	1,02
Nigéria	68,6	74,0	63,0	0,85	Brésil	81,7	80,5	82,9	1,03
Érythrée	73,0	78,5	67,3	0,86	Venezuela	87,7	86,2	89,2	1,03
Ouganda	76,0	81,4	70,7	0,87	République de Moldova	86,3	84,6	88,1	1,04
Mauritanie	47,2	50,1	44,4	0,89	Arménie	94,3	92,6	96,1	1,04
Zimbabwe	70,7	74,7	66,3	0,89	Guyana	85,8	83,9	87,8	1,05
Angola	75,9	80,3	71,6	0,89	Trinité-et-Tobago	87,6	85,4	89,8	1,05
République-Unie de Tanzanie	40,1	42,4	38,2	0,90	Namibie	84,0	81,5	86,3	1,06
Malawi	73,4	77,0	69,6	0,90	Philippines	80,9	76,9	84,9	1,10
Egypte	79,6	83,4	75,4	0,90	Nicaragua	62,0	58,2	65,9	1,13
Tadjikistan	76,3	79,9	72,7	0,91	Lesotho	73,0	68,6	77,6	1,13
Guinée équatoriale	79,9	83,3	76,1	0,91	Mongolie	76,5	71,6	80,8	1,13
Rwanda	39,4	41,0	37,8	0,92					

□ Les pays et territoires en grisé sont bien partis pour atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement secondaire (IPS compris entre 0,96 et 1,04).

^aTaux nets de fréquentation dans le secondaire, provenant des enquêtes auprès des ménages (Enquêtes démographiques et sanitaires, Enquêtes en grappes à indicateurs multiples), (1998-2003). ^bTaux nets de fréquentation dans le secondaire (ratio filles/garçons).

L'abolition des frais de scolarité semble avoir donné des résultats dans la région.

Pour parvenir d'ici à 2015 à l'éducation primaire pour tous, la région de l'Afrique de l'Est et australe devra augmenter considérablement son taux net d'inscription/de fréquentation scolaire – en moyenne de 2,75 % par an. Cela, malgré la parité statistique des sexes pour la région et le deuxième taux mondial d'accroissement annuel moyen – 0,9 % par an – du taux net d'inscription/de fréquentation scolaire pour la période allant de 1980 à 2001. Cependant seuls 62 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés et, malgré sa population relativement peu nombreuse par rapport à l'Asie, la région compte 19 % du nombre total mondial d'enfants n'allant pas à l'école primaire.

Le VIH/SIDA a considérablement freiné les progrès de nombreux pays de la région vers l'objectif de l'éducation pour tous. La pandémie a fait de multiples ravages dans les systèmes éducatifs. Elle a privé les écoles d'enseignants et de gestionnaires, fauchés par la mort dans la fleur de l'âge. Elle a forcé des enfants orphelins à s'occuper de leur famille, les empêchant d'aller à l'école. Et elle a fragilisé le système de protection traditionnelle de la famille élargie, en épuisant les ressources de la collectivité.

Dans ces conditions, et malgré le long chemin qu'il reste à parcourir sur la voie de l'éducation pour tous, les pays de la région ont réalisé des progrès notables en faisant preuve d'une forte volonté politique et en faisant de l'éducation primaire pour tous une priorité absolue. L'abolition des frais de scolarité et

l'accroissement de l'aide peuvent permettre; ils ont montré aux autres pays en développement ce qu'il est possible de faire en vue de parvenir à l'éducation primaire pour tous.

La parité des sexes reste une problématique essentielle dans cette région, malgré les projections de l'UNICEF pour 2005 faisant apparaître un taux net de fréquentation scolaire de 65 % égal pour les filles et les garçons. Ces dernières années, des efforts importants ont été réalisés en Afrique australe et dans la plus grande partie de l'Afrique orientale en vue d'élargir les possibilités éducatives offertes aux filles, en procédant à des améliorations qualitatives, avec par exemple des écoles adaptées aux enfants, une éducation aux compétences pratiques adaptée aux deux sexes, des programmes de repas scolaires, le perfectionnement des enseignants et la participation des enfants. Les progrès réalisés dans le domaine de la parité des sexes sont en grande partie imputables à ces mesures, notamment à l'appui apporté aux campagnes nationales par l'Initiative pour l'éducation des filles africaines et les efforts des partenaires de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. Le Mouvement en faveur de l'éducation des filles, dans le cadre duquel les filles elles-mêmes sont des agents du changement, témoigne également de cette volonté. Pendant la période allant de 1980 à 2001, la scolarisation des filles a augmenté en moyenne de 0,5 point de pourcentage de plus par an que celle des garçons.

AFRIQUE DE L'EST ET AUS DU CHEMIN À FAIRE

autres droits figure parmi les mesures qui semblent avoir donné des résultats dans la région. De fait, l'abolition des frais de scolarité s'est généralisée dans la région depuis les années 1980 – période d'austérité économique – et s'est avérée être l'un des meilleurs moyens d'accélérer les progrès réalisés en matière d'inscription dans le primaire.

Au Malawi, l'abolition des frais de scolarité dans le primaire en 1994 a suscité une énorme demande de la part des enfants, et d'autres pays ont connu une situation similaire. En République-Unie de Tanzanie, en 2002, l'abolition des frais de scolarité a fait bondir le nombre d'enfants inscrits dans le primaire, qui est passé de 1,4 million à 3 millions; au Kenya, en 2003, ces chiffres ont augmenté de 22 % dans la seule première semaine. L'approche adoptée en Ouganda – la gratuité de l'éducation primaire pour les quatre premiers enfants de chaque famille – a également été appréciée de la population et a donné de bons résultats.

Dans les pays qui ont supprimé les frais de scolarité, la principale difficulté consiste à maintenir la qualité de l'éducation en fournissant des salles de classe adéquates, du matériel pédagogique et suffisamment d'enseignants pour faire face à la demande supplémentaire. Les pays qui ont adopté ces politiques audacieuses méritent les encouragements et le financement supplémentaire que la réduction de la dette et

Dans cette région se trouvent des pays qui sont presque sur le point de parvenir à l'éducation primaire pour tous, comme Maurice, les Seychelles et l'Afrique du Sud (tous avaient un taux net d'inscription/de fréquentation scolaire largement supérieur à 90 % en 2001). Mais il y a également trois pays d'Afrique orientale qui sont encore très loin d'envoyer tous leurs enfants à l'école primaire et qui font considérablement baisser la moyenne régionale. En 2001, le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire de l'Érythrée n'était que de 42,9 %, celui de l'Éthiopie était de 30,6 % et celui de la Somalie ne dépassait pas le niveau catastrophique de 10,8 %. En Éthiopie seulement, on recensait en 2001 7,8 millions d'enfants n'allant pas à l'école primaire, nombre que seule l'Inde dépassait.

Il est encourageant de constater que de nombreux pays ayant réalisé des progrès importants sur la voie de l'éducation primaire pour tous sont maintenant confrontés à la demande d'enseignement secondaire des enfants qui sont prêts à poursuivre leurs études. Au Kenya, par exemple, la participation massive d'enfants désireux de s'instruire se manifeste maintenant dans l'enseignement secondaire. En 2004, le nombre d'enfants passant le Certificat kenyan d'éducation primaire a augmenté de près de 12 %, mais les 4 000 établissements publics secondaires du pays n'ont pu accueillir que moins de la moitié des enfants sortant de l'école primaire⁹.

Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (2001)

Dans la région de l'Afrique de l'Est/Afrique australe, 12 pays sont bien partis pour parvenir à l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire en 2005. Cependant, les taux nets totaux d'inscription/de fréquentation scolaire vont de 99,2 % à Maurice à 54,4 % dans la République-Unie de Tanzanie.

80%

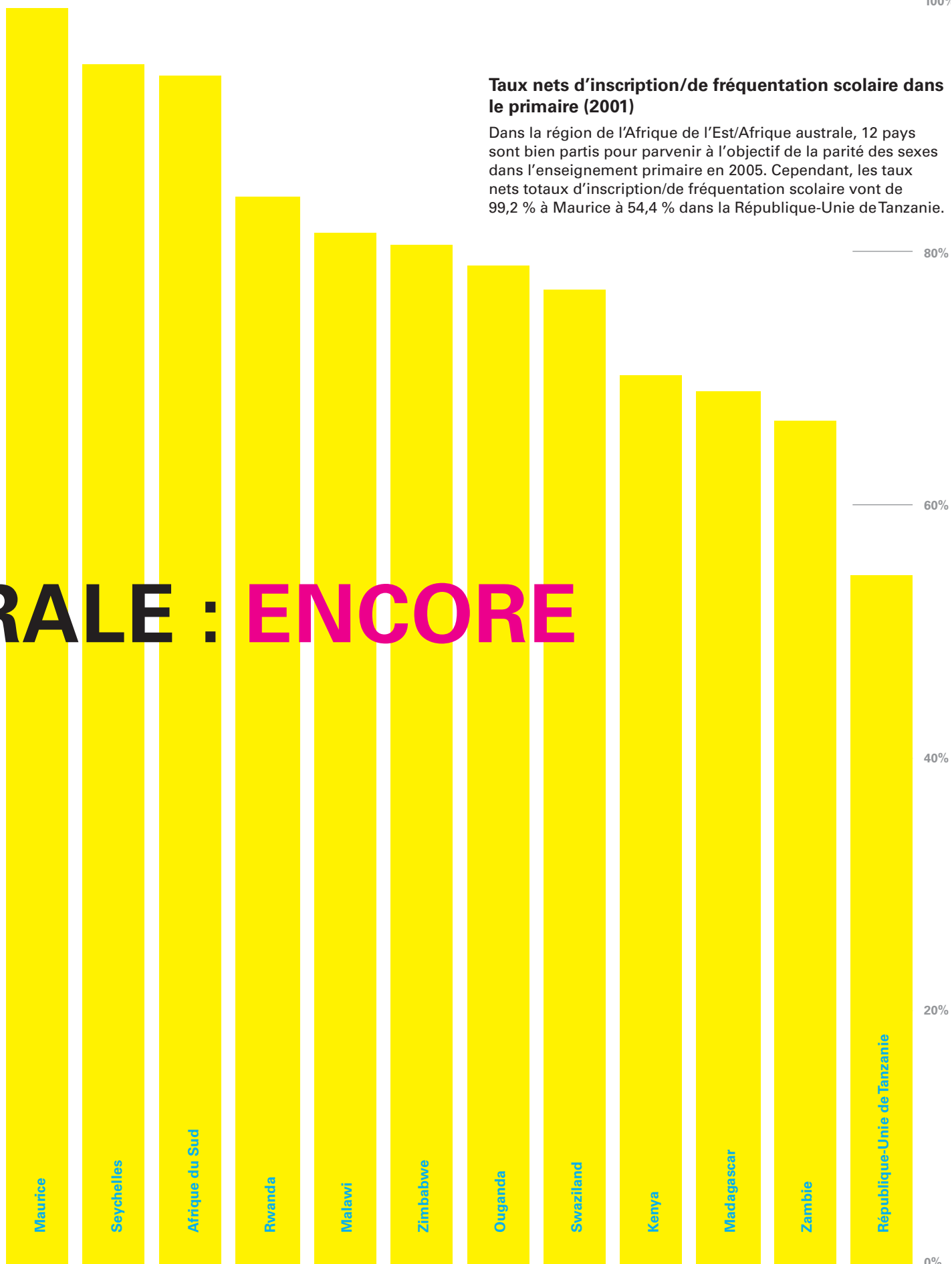
60%

40%

20%

0%

TRALE : ENCORE



Les disparités entre les sexes sont particulièrement marquées.

C'est en Afrique de l'Ouest et centrale que les obstacles à la réalisation d'ici à 2015 de l'OMD relatif à l'éducation primaire pour tous sont le plus redoutables. En 2001, le taux net d'inscription/fréquentation n'était que de 55 % dans cette région, bien qu'il ait augmenté en moyenne de 0,8 % par an depuis 1980. Cette région compte plus du tiers des 21 pays du monde dans lesquels le taux net de scolarisation dans le primaire est inférieur à 60 %. La République démocratique du Congo et le Nigéria comptaient, en outre, respectivement 5,3 millions et 7,7 millions d'enfants non scolarisés en 2001, des niveaux que seuls dépassent trois autres pays : l'Éthiopie, l'Inde et le Pakistan.

Les seuls pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale qui sont actuellement proches de la scolarisation universelle dans le primaire font partie des moins peuplés : le Cap-Vert et Sao-Tomé-et-Principe. A l'inverse, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Niger, moins de deux enfants sur cinq bénéficient de l'éducation primaire.

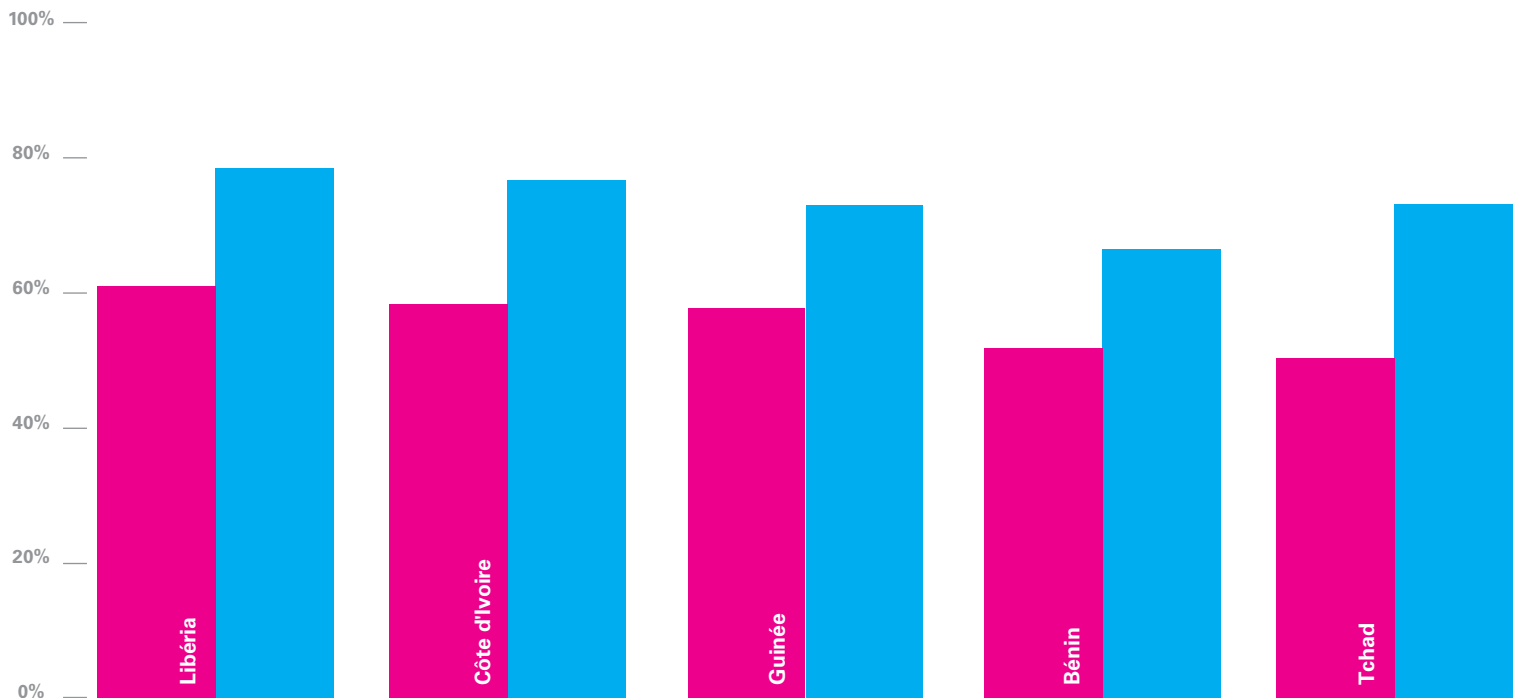
Les disparités entre les sexes en Afrique de l'Ouest et centrale sont particulièrement marquées, l'indice de la parité des sexes n'étant que de 0,90 selon les projections de l'UNICEF pour 2005 qui se fondent sur les données relatives à la scolarisation. Seuls

cinq pays, le Cameroun, le Gabon, le Ghana, la Mauritanie et Sao Tomé-et-Principe sont bien partis pour atteindre l'objectif de la parité des sexes en 2005. (Les estimations concernant le taux net d'inscription/de fréquentation de 2001 montrent que le Cap-Vert est lui aussi bien parti). Les pays de la région dans lesquels les filles sont le plus défavorisées en matière d'éducation sont le Tchad et le Niger.

Les taux élevés de redoublement et d'abandon scolaire sont fréquents et les taux de transition de la première à la cinquième année d'études sont très faibles. Au Tchad, par exemple, seul un enfant sur dix parvient en cinquième année d'école sans redoubler¹⁰. La pénurie d'enseignants, le faible salaire des enseignants et le manque de possibilités de formation des enseignants exacerbent la qualité insuffisante de l'enseignement dans de nombreux pays de la région.

Cette région a également été touchée de façon disproportionnée par les situations d'urgence, d'importants conflits armés ayant eu lieu entre 1990 et 2003 au Congo, en République démocratique du Congo, au Libéria et en Sierra Leone¹¹. La guerre a infligé d'incalculables dégâts aux perspectives d'éducation des enfants de ces pays. Les campagnes de rentrée des classes menées en

AFRIQUE DE L'OUEST ET CE D'URGENCE SONT NÉCESS



République centrafricaine, au Congo, en Côte d'Ivoire et au Libéria figurent cependant parmi les signes les plus importants de progrès. Au Libéria, par exemple, à la suite de la signature d'un accord de paix en août 2003, une campagne nationale de rentrée des classes a mobilisé plus de 7 200 enseignants et leur a fourni une orientation de base dans le cadre d'un programme d'intervention éducative rapide, ce qui a permis à environ 830 000 enfants d'avoir accès à l'éducation.

Certains enseignements tirés de ces campagnes de rentrée des classes menées en Afrique de l'Ouest et centrale et dans d'autres régions ont été intégrés à un programme d'apprentissage de base. Cela permettra d'accélérer l'accès à l'éducation dans les pays stables et en paix de la région, en ayant recours aux formes d'intervention (sur le plan de la logistique, des fournitures et des enseignants) employées dans les pays en situation de conflit.

Le modèle d'école adaptée aux enfants est une autre intervention prometteuse. Il a été mis au point dans la plupart des pays de la région; au Nigéria et au Sénégal, il a fait l'objet d'une mise en œuvre plus approfondie se rapprochant davantage de la création d'un modèle national.

D'après les estimations fondées sur les taux de fréquentation scolaire, Sao Tomé-et-Principe est le seul pays de la région bien parti pour atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement secondaire, bien que seulement un peu plus de la moitié des enfants de ce pays fréquentent des établissements secondaires. C'est au Niger et au Burkina Faso que les taux nets de fréquentation scolaire dans l'enseignement secondaire sont le plus bas (respectivement 13,7 % et 15,3 %).

Les gouvernements de la région se heurtent à la pauvreté et au lourd service de la dette extérieure, ce qui affecte les dépenses en faveur de l'éducation. Ils s'efforcent de répondre à la demande croissante de places dans les écoles émanant d'une population au taux de fécondité élevé et dont le nombre d'enfants augmente chaque année. Dans une région où le taux net d'inscription/fréquentation scolaire du primaire doit augmenter de 3,2 % par an en moyenne d'ici à 2015, des mesures d'urgence s'imposent – ainsi qu'un appui et des financements d'urgence de la communauté internationale.

AFRIQUE CENTRALE : DES MESURES PRIORITAIRES

Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (2001)

Dans 10 pays de la région Afrique de l'Ouest/Afrique centrale, l'indice de parité des sexes est inférieur à 0,85.



Malgré des améliorations, la scolarisation des enfants dans le primaire reste faible.

L'Asie du Sud a un taux net d'inscription/de fréquentation dans le primaire qui est non seulement inférieur à la moyenne mondiale mais est également le plus faible du monde en dehors de l'Afrique subsaharienne. Des progrès ont néanmoins été réalisés. Pendant la période allant de 1980 à 2001, le taux net d'inscription/de fréquentation s'est amélioré de 0,9 % par an en moyenne, ce qui correspond au deuxième taux d'accroissement régional du monde.

Malgré les améliorations réalisées à l'échelle régionale, la scolarisation des enfants dans le primaire se maintient à un niveau inacceptable. En 2001, près du tiers des enfants du monde qui ne sont pas scolarisés vivaient en Asie du Sud. L'Inde comptait à elle seule 26,8 millions (23 %) des 115 millions d'enfants qui n'allaient pas à l'école primaire dans le monde, le Pakistan 7,8 millions (7 %) et le Bangladesh 3,8 millions (3 %). L'offre éducative diffère considérablement d'un pays à l'autre, allant de Sri Lanka, qui est déjà parvenu à l'éducation primaire pour tous, aux Maldives, qui étaient sur le point d'y parvenir quand le tsunami a anéanti en 20 minutes 20 ans de progrès, à l'Afghanistan et au Bhoutan, où un petit peu plus de la moitié de la population en âge d'aller à l'école primaire est scolarisée.

comparable serait de 2,3 % pour le Népal (2,6 % pour les filles) et de 1,7 % pour l'Inde (1,9 % pour les filles).

Six des huit pays de la région ont été spécifiquement ciblés par l'UNICEF dans le cadre de l'Initiative « 25 d'ici à 2005 », visant à accélérer les progrès en matière de parité des sexes. Parmi ces pays, le Bangladesh est celui qui a le mieux réussi à accroître la scolarisation des filles dans le primaire et est, d'après les projections de l'UNICEF, bien parti pour parvenir à la parité des sexes d'ici à 2005, aux côtés des Maldives et de Sri Lanka (les projections ont été faites avant le tsunami).

La demande d'enseignement secondaire augmente dans l'ensemble de la région, à mesure que les élèves sont plus nombreux à achever le cycle d'enseignement primaire, le taux d'inscription étant passé de 1990 à 2000 d'environ un tiers à la moitié des enfants¹².

En Inde, la situation est inverse dans l'enseignement secondaire. D'après une étude de l'UNICEF réalisée en 2000, 12,3 % des filles avaient abandonné leurs études secondaires contre 9,9 % des garçons. Des études de l'UNICEF indiquent que des disparités importantes en faveur des garçons se maintiennent

ASIE DU SUD : 42 MILLIONS D'ENFANTS NON SCOLARISÉS

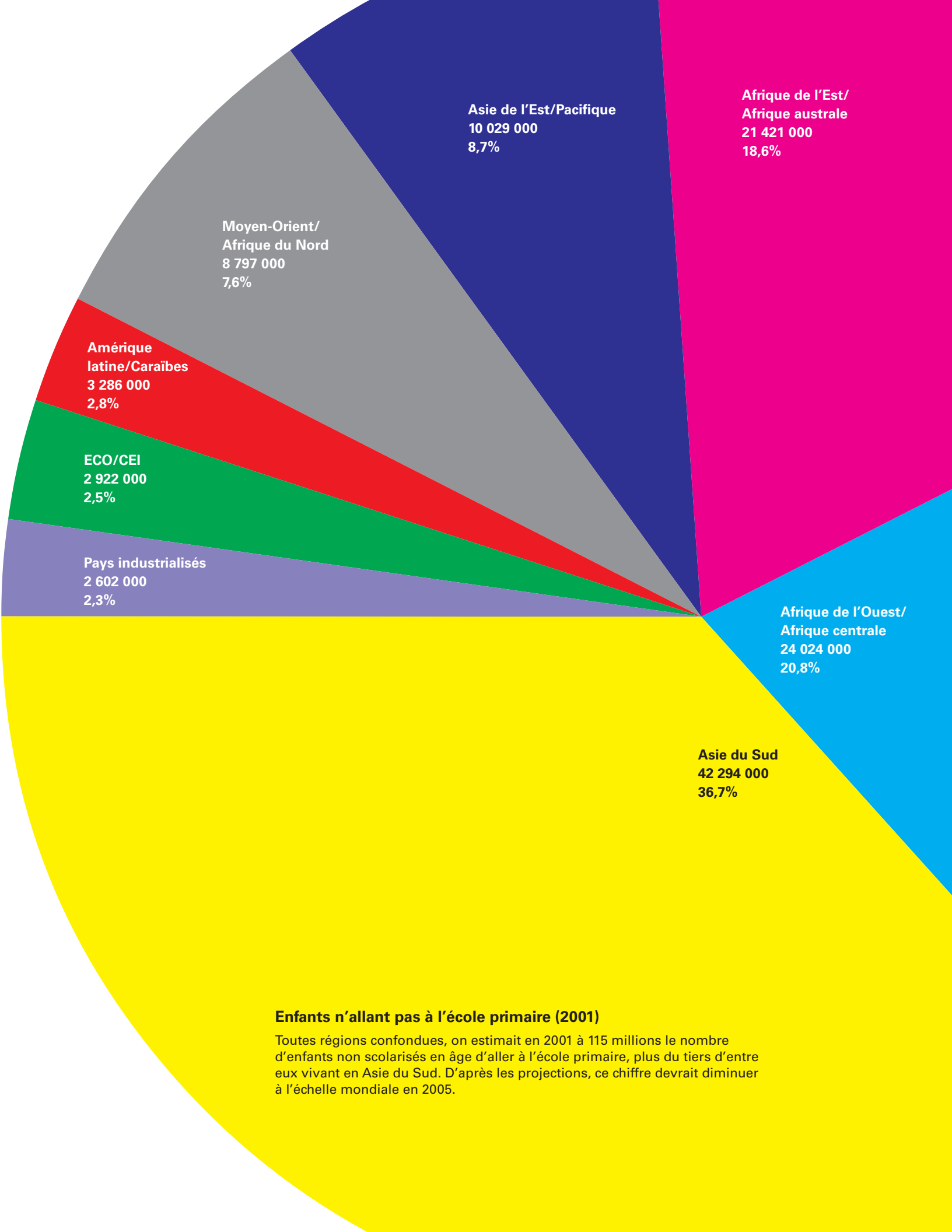
Bien que le taux d'accroissement annuel moyen de la scolarisation des filles dans le primaire ait été au moins deux fois plus élevé que celui des garçons pendant la période allant de 1980 à 2001, les disparités entre les sexes restent inacceptables, 80 % des garçons étant scolarisés contre seulement 75 % des filles, d'après les projections de l'UNICEF pour 2005. Dans la région, et en particulier en Inde et au Népal, l'éducation des filles est entravée par des structures sociales telles que les castes et une condition sociale inférieure à celle des hommes.

Les pays de la région dans lesquels l'écart entre les sexes est le plus marqué sont : le Pakistan, où, d'après les projections de l'UNICEF pour 2005, l'indice de parité des sexes n'est que de 0,83 et le Népal (0,89). En outre, l'Afghanistan avait en 2001 l'écart entre les sexes le plus important de toute l'Asie du Sud.

Dans l'ensemble de la région, on compte 94 filles scolarisées pour 100 garçons – un taux plus faible que la moyenne mondiale – le Népal (89) et le Pakistan (83) ayant un indice de parité des sexes particulièrement décevant. Pour parvenir à l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015, le Pakistan devrait accroître le taux de scolarisation de 2,6 % par an en moyenne – mais de 3,1 % pour les filles. Le taux d'accroissement annuel

dans le secondaire au Népal, où l'indice de parité des sexes est de 0,77, ainsi qu'en Inde, où il est de 0,80.

Des stratégies radicales et des mesures énergiques visant à poursuivre et à accélérer les progrès s'imposent manifestement dans la plupart des pays de cette région. Étant donné le nombre important d'enfants non scolarisés en Asie du Sud, il faut que des progrès soient réalisés en nombres absolus et non seulement en pourcentages, lesquels ne rendent parfois pas fidèlement compte de l'ampleur du problème.



Enfants n'allant pas à l'école primaire (2001)

Toutes régions confondues, on estimait en 2001 à 115 millions le nombre d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire, plus du tiers d'entre eux vivant en Asie du Sud. D'après les projections, ce chiffre devrait diminuer à l'échelle mondiale en 2005.

Des progrès remarquables ont été accomplis au cours des 25 dernières années.

La région du Moyen-Orient/Afrique du Nord a réalisé au cours des 25 dernières années des progrès remarquables dans le domaine de l'enseignement primaire. C'est dans cette région que le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire a le plus progressé au monde, avec un accroissement moyen annuel de 1,4 %. Si ces rythmes moyens annuels de progression se maintenaient, la région aurait de très fortes chances d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015.

La région présente bien sûr une grande diversité de situations, comme l'indiquent les chiffres des différents pays et territoires qui la composent. L'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Territoire palestinien occupé, le Qatar, la République arabe syrienne et la Tunisie se rapprochent tous de l'éducation primaire pour tous. À l'opposé, il existe des pays dont le système éducatif n'est pas aussi développé et où même les taux d'accroissement moyens annuels impressionnants de la région ne suffiraient pas à scolariser tous les enfants d'ici à 2015.

Les progrès récents de deux pays dont la situation est opposée méritent tout particulièrement d'être mentionnés. La Tunisie a un très bon bilan, le taux de scolarisation étant élevé à tous les niveaux du système éducatif, presque tous les enfants étant inscrits en première année de primaire et la parité des sexes

2005 contre 90 % des garçons; en d'autres termes, on comptera 94 filles à l'école pour 100 garçons, l'un des ratios les plus faibles au monde. Cela malgré les progrès énormes réalisés dans le domaine de l'éducation des filles au Moyen-Orient/en Afrique du Nord au cours des dernières décennies.

Le Bahreïn, avec un indice de parité des sexes de 1,05 en 2005 d'après les projections, est à contre-courant de la tendance régionale, car il compte plus de filles que de garçons à l'école primaire.

Cet écart entre les sexes se creuse pour atteindre 11 points de pourcentage dans le secondaire, où ne sont scolarisés que 43 % des filles et 54 % des garçons. Parmi les trois pays de la région dans lesquels la fréquentation scolaire dans le secondaire a été étudiée, c'est l'Égypte qui obtient les meilleurs résultats, avec un taux total de fréquentation scolaire de 80 % et 90 filles pour 100 garçons. Le Yémen, avec 41 filles pour 100 garçons dans le secondaire et l'Iraq, avec 67 filles pour 100 garçons, sont moins bien placés. D'après les estimations, le taux net de fréquentation scolaire dans le secondaire est inférieur à 60 % dans ces deux derniers pays.

Au-delà de ces chiffres, il est cependant préoccupant de constater que l'éducation reproduit et renforce en grande

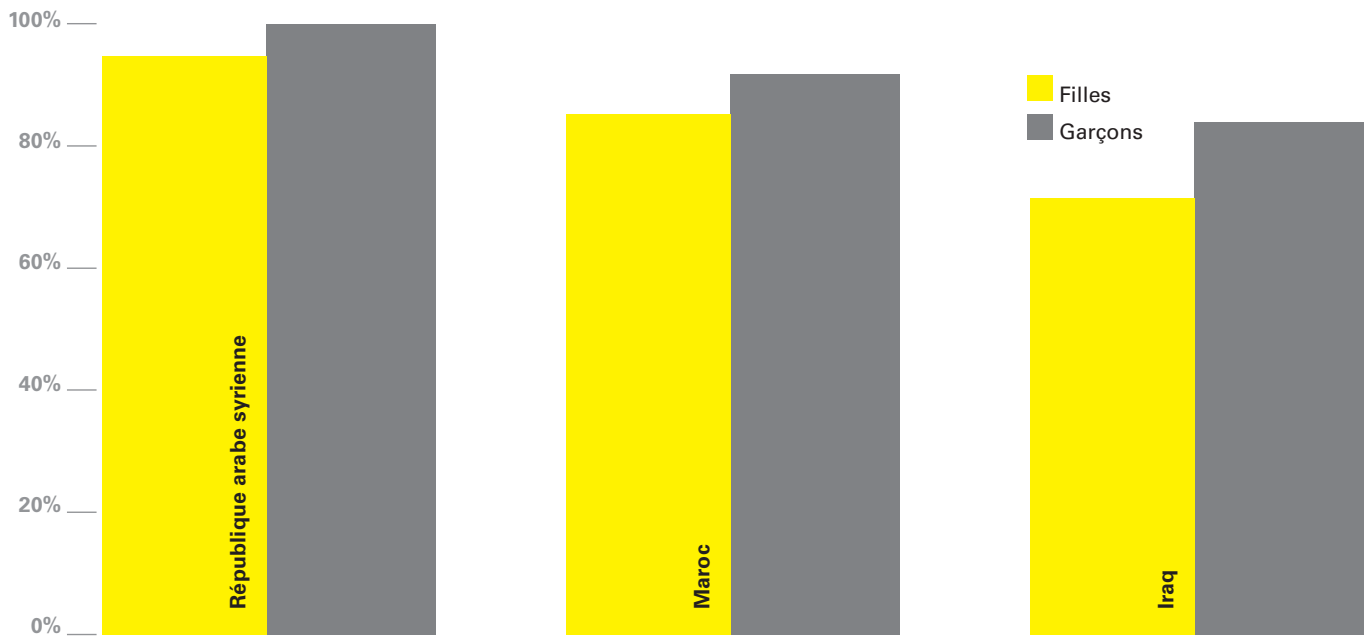
MOYEN-ORIENT/AFRIQUE AU-DELÀ DES MOYENNES

ayant été obtenue dans l'enseignement primaire et secondaire (les filles sont maintenant plus nombreuses que les garçons dans l'enseignement tertiaire)¹³. De son côté, le Yémen, qui, entre 1980 et 2001, a déjà obtenu un accroissement annuel moyen de 1,96 % du taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire a adopté une stratégie participative en matière d'enseignement de base et a alloué plus de 20 % de son budget (soit 6 % du produit intérieur brut) à l'éducation. En mars 2003, le Yémen a été l'un des dix pays à recevoir, de la part de la communauté internationale, des ressources financières supplémentaires dans le cadre de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous¹⁴.

Ces ressources seront très utiles. Pour que tous les enfants aillent à l'école d'ici à 2015, le Yémen doit accroître le taux de scolarisation dans le primaire de 3,9 % par an pour les filles et de 2,1 % par an pour les garçons. À l'heure actuelle, pour 100 garçons allant à l'école primaire au Yémen, on compte seulement 60 filles.

La qualité de l'enseignement, les taux d'abandon scolaire et les disparités entre les sexes restent problématiques dans la région, l'éducation des filles posant notamment problème à Djibouti, au Soudan et au Yémen. D'après les projections de l'UNICEF, 84 % des filles de la région iront à l'école primaire en

partie la discrimination sociale et les disparités économiques et politiques plus générales dont pâtissent les filles et les femmes dans de nombreux pays de cette région. À cet égard, les systèmes éducatifs doivent en général tenir davantage compte des besoins des filles.



DU NORD :

Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (2001)

La République arabe syrienne, le Maroc et l'Iraq doivent redoubler d'efforts pour atteindre d'ici à 2005 l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire; le Soudan, le Yémen et Djibouti sont loin de cet objectif.



Les bouleversements sociaux, économiques et démographiques ont nui aux systèmes éducatifs.

La région de l'Europe centrale et orientale/Communauté d'États indépendants (ECO/CEI) avait en 2001 un taux net d'inscription/de fréquentation scolaire de 88 %, taux que seules les régions Asie de l'Est/Pacifique et Caraïbes/Amérique latine dépassaient dans le monde en développement. Elle a cependant enregistré entre 1980 et 2001 un accroissement annuel moyen du taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire inférieur à celui de toute autre région en développement (0,35 %). Cela s'explique en partie par le niveau de départ élevé d'une région dont les gouvernements ont longtemps privilégié en général l'éducation – des garçons comme des filles.

Cependant, il ressort d'une analyse des données pays par pays que l'accroissement annuel moyen de la région est de 0,35 % à cause de la hausse moyenne annuelle de 0,7 % en Turquie. Tous les autres pays de la région pour lesquels on dispose de données affichent un taux d'accroissement annuel moyen inférieur à 0,1 %, à l'exception de la Bosnie-Herzégovine (0,2 %).

Dans de nombreux pays, le nombre d'enfants allant à l'école primaire a en fait diminué pendant les années 1990, en grande partie du fait de la population décroissante, bien que le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire de la tranche d'âge primaire ait néanmoins augmenté¹⁵.

nécessaire à la réalisation de cet objectif est tout à fait possible.

Comme toujours, les moyennes régionales masquent le fait que certains pays ont plus de chemin à parcourir que d'autres avant d'atteindre la scolarisation primaire pour tous, même si les disparités entre pays ne sont pas aussi marquées que dans la plupart des autres régions. Les taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire les plus élevés en 2001 sont ceux de l'ex-République yougoslave de Macédoine (97,5 %), de l'Albanie (97,2 %) et du Tadjikistan (96,0 %). C'est dans les pays les plus touchés par les guerres des Balkans – la Serbie-et-Monténégro (76,2 %) et la Bosnie-Herzégovine (86,2 %) – ainsi qu'en Azerbaïdjan (79,9 %) que ces taux sont le plus bas. La Serbie-et-Monténégro en particulier a vu son taux de scolarisation dans le primaire considérablement chuter pendant les années 1990, dominées par la guerre civile et les sanctions internationales.

Ces moyennes masquent également les disparités qui existent à l'intérieur des pays. Les pratiques discriminatoires et les systèmes d'éducation qui ne sont pas ouverts à tous nuisent à la scolarisation des enfants des minorités ethniques, dont le taux de fréquentation est généralement plus bas que ceux des autres enfants, et aux enfants handicapés. Les disparités sont particulièrement marquées dans l'enseignement préscolaire,

ECO/CEI : RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES

Les bouleversements sociaux, économiques et démographiques qu'a connus la région depuis 1990 ont nui aux systèmes éducatifs nationaux. Si de nombreux gouvernements maintiennent au même niveau qu'avant la transition le pourcentage des ressources publiques affectées à l'éducation, ou même l'augmentent, d'autres – ceux des pays du Caucase en particulier, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie – ont réduit les fonds publics alloués au secteur de l'éducation, en pourcentage du produit intérieur brut. Un autre exemple est offert par le Kirghizistan, où la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation est passée de 6 % du PIB en 1991 à 4,5 % en 2002¹⁶.

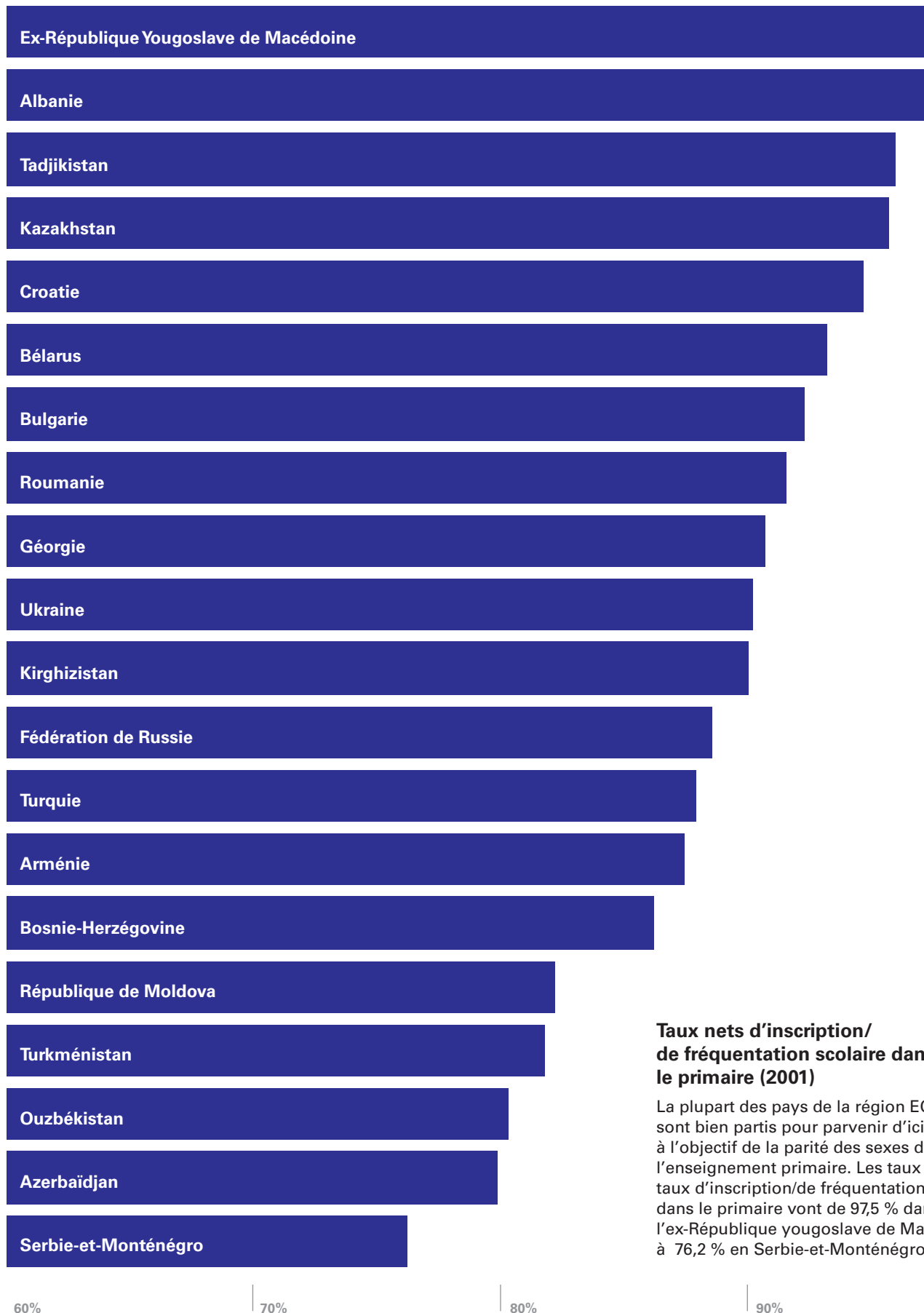
Dans de nombreux pays, les familles ont de plus en plus de mal à assumer le coût plus élevé des manuels scolaires, des uniformes et des fournitures scolaires et même des frais d'école maternelle. Les conflits et les tensions ethniques ont également eu des répercussions sur la fréquentation scolaire des enfants, en particulier dans le Caucase du Nord, au Kosovo (Serbie-et-Monténégro) et en Asie centrale.

L'amélioration de l'offre éducative primaire dans la région n'est pas suffisamment rapide pour parvenir à l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. Il faudrait un taux d'accroissement annuel moyen de 0,84 %, mais, étant donné les taux de scolarisation de départ relativement élevés, l'accélération

des taux de participation à ce niveau étant beaucoup plus importants en milieu urbain qu'en région rurale.

À l'échelle régionale, la parité des sexes a déjà presque été atteinte dans le primaire en 2005. Tous les pays sont sur le point d'atteindre l'objectif de 2005, à l'exception du Tadjikistan (0,95), l'indice de la Turquie devant, d'après les projections, passer de 0,93 en 2001 à 0,96 en 2005. (La Turquie est l'un des 25 pays ciblés par l'UNICEF pour accélérer les efforts de l'éducation des filles dans le cadre de l'Initiative « 25 d'ici à 2005 »). Les données nationales ne font pas apparaître les disparités qui sont souvent plus marquées au sein des minorités, comme les Roms, chez qui les filles risquent davantage que les garçons de ne pas aller à l'école et d'abandonner leurs études. N'apparaissent pas non plus les nouvelles disparités entre les sexes faisant suite à la transition du fait du démantèlement des structures sociales.

L'enseignement secondaire est également bien développé dans l'ensemble de la région et le taux d'inscription a augmenté considérablement au cours des dernières années en Bulgarie et en Turquie mais a diminué au Bélarus, en Estonie, en République de Moldova, en Roumanie et dans la Fédération de Russie¹⁷. La parité des sexes dans l'enseignement secondaire est également fréquente, le Tadjikistan (0,91) et la Turquie (0,71) étant de nouveau les pays dans lesquels les filles sont le plus désavantagées.



Taux nets d'inscription/ de fréquentation scolaire dans le primaire (2001)

La plupart des pays de la région ECO/CEI sont bien partis pour parvenir d'ici à 2005 à l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire. Les taux nets totaux d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire vont de 97,5 % dans l'ex-République yougoslave de Macédoine à 76,2 % en Serbie-et-Monténégro.

60% | 70% | 80% | 90% | 100%

Les moyennes régionales masquent des différences d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays.

Réduire les disparités et améliorer la qualité de l'enseignement constituent deux aspects essentiels de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation dans la région Amérique latine/Caraïbes. Les progrès réalisés dans la région ont été constants pendant toutes les années 1990 et les premières années du XXI^e siècle, ce qui a remis la région sur la voie de l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015. Le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire a augmenté en moyenne de 0,6 % par an entre 1980 et 2001, et la région est maintenant sur le point de parvenir à l'éducation pour tous.

Comme toujours, les moyennes régionales masquent des différences d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays. Si l'ensemble de la région n'a besoin de n'augmenter que de 0,4 % par an en moyenne son taux net d'inscription/de fréquentation scolaire pour atteindre l'objectif de 2015, certains pays sont beaucoup plus éloignés de l'enseignement primaire pour tous et devront intensifier leurs efforts afin d'y parvenir. Haïti, le pays le plus pauvre de la région, aura besoin d'un accroissement de 3,3 % par an – seuls 54 % des enfants allaient à l'école primaire en 2001 et les troubles civils et catastrophes naturelles récents n'ont pas amélioré la situation. Le Guatemala aura besoin d'un accroissement de 1,07 % par an; son taux d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire était de 85 % en 2001.

pays, comme le Guatemala et Grenade, la tendance est inverse, et il y a plus de garçons que de filles à l'école.

Les disparités importantes qui existent au sein de nombreuses sociétés se répercutent sur l'éducation. Les écarts entre riches et pauvres, entre population urbaine et population rurale, sont manifestes dans toute la région et sont particulièrement importants dans des pays d'Amérique latine comme la Bolivie, le Brésil, El Salvador, le Guatemala, Honduras, le Nicaragua et le Paraguay. Le fossé éducatif qui sépare des groupes de différentes origines raciales, ethniques et linguistiques est en outre un problème notable en Bolivie, au Guatemala, au Nicaragua et au Panama¹⁸. Les enfants handicapés et souffrant d'autres troubles de santé sont également souvent privés d'éducation; il faut rompre le silence qui entoure la question pour que ce groupe puisse revendiquer son droit à un enseignement de base.

La plupart des pays de la région ont compris l'importance de l'enseignement préscolaire pour préparer les enfants à l'école, bien que le groupe d'âge de 0 à 3 ans soit généralement moins prioritaire que les enfants plus âgés. Pendant les années 1990, l'offre éducative préscolaire n'a cessé de croître, provenant principalement de l'État qui avait recours à des approches à la fois traditionnelles et non traditionnelles et faisant grandement

AMÉRIQUE LATINE/CARAÏ DES DISPARITÉS IMPORTA

La région dans son ensemble et la vaste majorité des pays de la région sont bien partis pour parvenir à la parité des sexes dans l'enseignement primaire d'ici à l'échéance de 2005, l'indice de parité des sexes étant de 1,02 d'après les projections de l'UNICEF pour la région. Le plus grand problème, en termes de disparité des sexes, se trouve au niveau secondaire, où l'on constate que le nombre de filles inscrite (47 %) dépasse largement celui des garçons (41 %).

En général, il reste cependant à déterminer dans quelle mesure la parité des sexes contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans ces différents pays. Ces indicateurs positifs ne se traduisent pas toujours par une amélioration de la condition des femmes au terme du processus éducatif – les disparités entre les sexes en matière de vie politique et de rémunération sont deux exemples particulièrement pertinents dans la région de l'Amérique latine/Caraïbes.

Dans la plupart des pays de la région, les disparités entre les sexes se manifestent par un plus grand nombre de filles que de garçons à l'école. Les pays qui devront faire le plus d'efforts pour parvenir à un taux de scolarisation des garçons égal à celui des filles dans le primaire sont des pays des Caraïbes, comme les Bahamas (qui a un indice de parité des sexes de 1,05), Haïti (1,08) et Saint-Kitts-et-Nevis (1,12). Dans certains

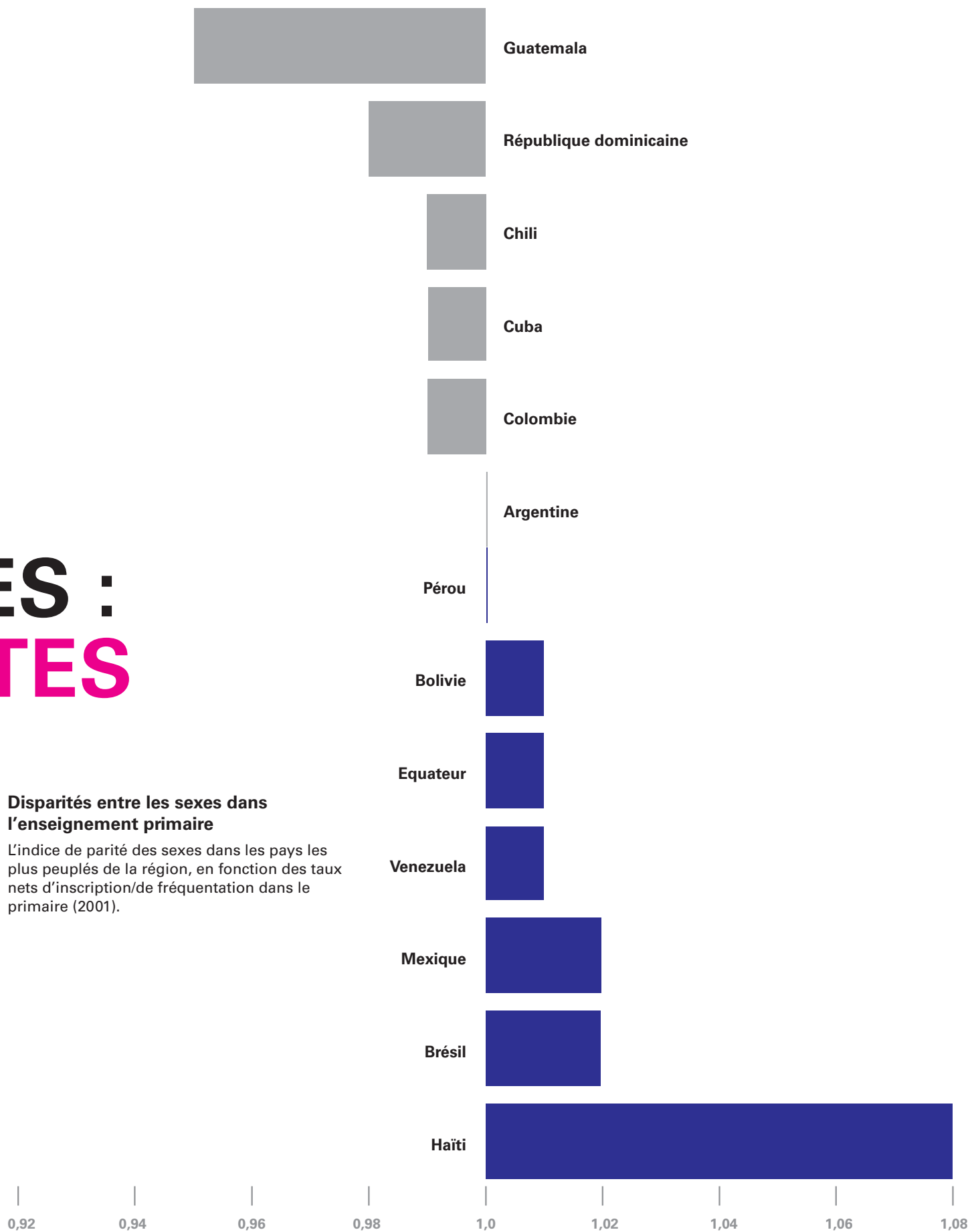
appel à des organisations non gouvernementales. Ainsi, si la valeur médiane du taux brut d'inscription dans l'enseignement préscolaire était inférieure à 42 % dans la moitié des pays de la région en 1990, elle était passée à 63 % en 2000. L'offre éducative préscolaire était particulièrement développée dans les pays suivants : Aruba, Barbade, Chili, Cuba, Costa Rica, Dominique, Équateur, Guyana, Jamaïque, Mexique, Paraguay, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Suriname et Venezuela. Les enfants d'âge préscolaire des Bahamas, du Honduras, du Nicaragua et du Paraguay sont beaucoup moins bien lotis¹⁹.

D'après les projections de l'UNICEF concernant l'enseignement secondaire, cinq pays de la région – le Brésil, la Colombie, la République dominicaine, le Suriname et le Venezuela – sont bien partis pour parvenir à la parité des sexes, et au Guyana, au Nicaragua et à Trinité-et-Tobago, les disparités entre les sexes sont inversées, les filles étant plus scolarisées.

BES : NTES

Disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire

L'indice de parité des sexes dans les pays les plus peuplés de la région, en fonction des taux nets d'inscription/de fréquentation dans le primaire (2001).



La région semble bien partie pour atteindre d'ici à 2015 l'objectif de l'éducation primaire pour tous.

Pendant la période allant de 1980 à 2001, la région de l'Asie de l'Est/du Pacifique a réalisé d'importants progrès vers l'objectif de l'éducation primaire pour tous. D'après les données des enquêtes auprès des ménages, le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire de la région a augmenté en moyenne de 0,5 % par an au cours de cette période. Mais ces statistiques globales masquent une situation plus complexe.

Le taux net d'inscription dans le primaire a en réalité diminué en Asie de l'Est/Pacifique de 1990 à 2000²⁰. La crise économique des années 1990 a eu de lourdes répercussions sur les taux d'inscription de l'Indonésie, des Philippines et de pays de la région du Mékong (Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam).

La diminution de ce taux s'explique également par la situation de la Chine, où l'inscription dans le primaire était quasiment universelle en 1990 et a considérablement reculé lors de la décennie suivante. Dans quasiment tous les autres pays de la région, des progrès consistants ont été réalisés à presque tous les niveaux.

En 2001, la région comptait 9 % du nombre total mondial d'enfants n'allant pas à l'école primaire. Un peu moins de la

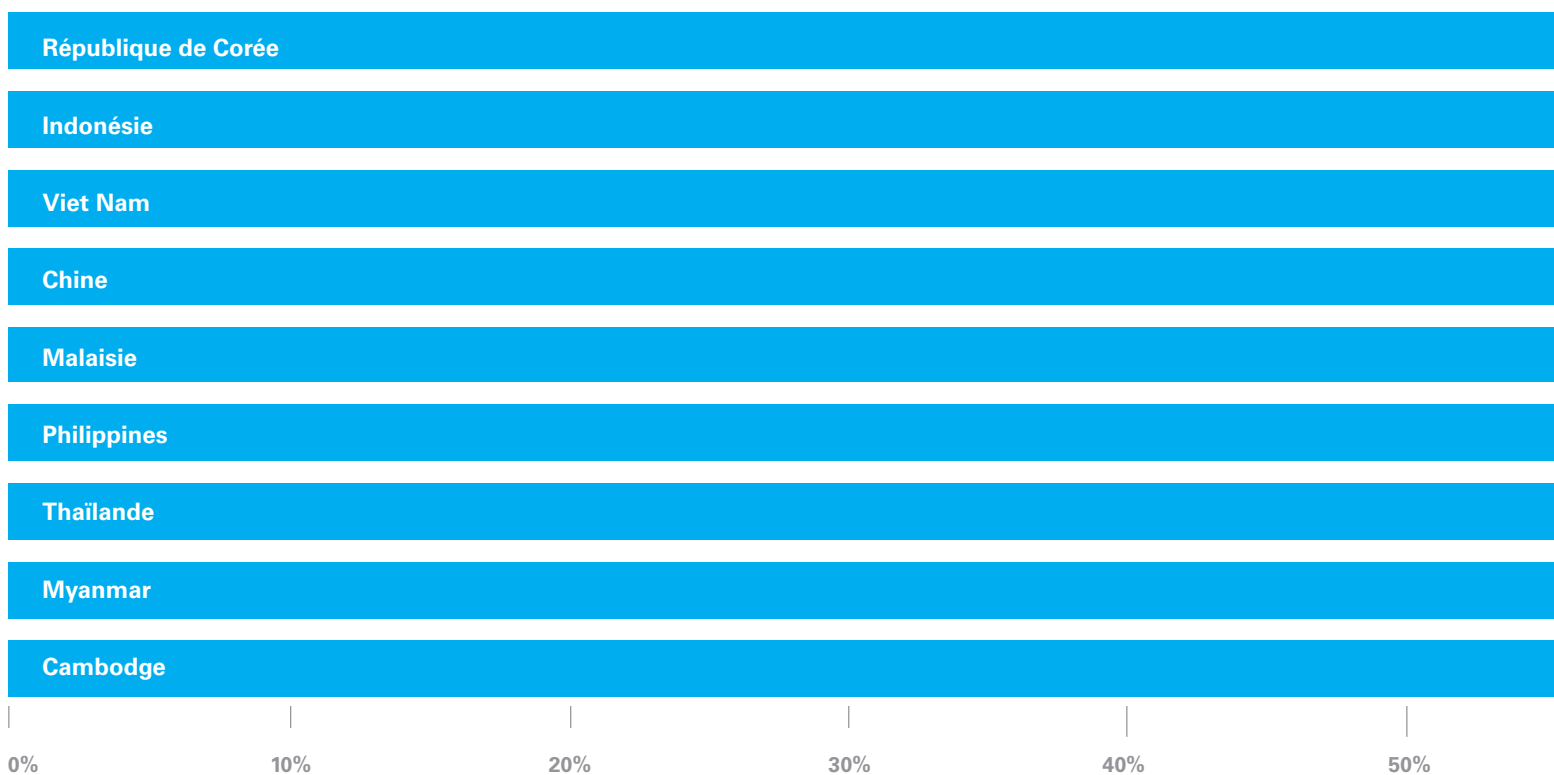
moitié d'entre eux vivaient en Chine, pays qui comptait 4,5 millions d'enfants non scolarisés.

La région semble bien partie pour atteindre d'ici à 2015 l'objectif de l'éducation primaire pour tous, le taux nécessaire d'accroissement annuel moyen du taux net d'inscription/de fréquentation scolaire n'étant que de 0,4 %. La plupart des pays de la région n'ont qu'à maintenir leur taux d'accroissement annuel moyen depuis 1980 pour atteindre cet objectif.

Il reste beaucoup de chemin à parcourir. Si l'énorme population de la Chine signifie que tout recul dans ce pays aurait de lourdes répercussions sur les statistiques de l'ensemble de la région, les progrès réels de ce pays réalisés en matière d'éducation primaire pour tous masquent la situation critique de nombreux pays moins peuplés qui sont encore loin d'atteindre cet objectif. C'est au Timor-Leste, qui se relève encore du traumatisme de sa naissance récente, que le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire est le plus bas de la région : à l'indépendance en 2002, moins de deux tiers des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient scolarisés.

La situation au Cambodge est légèrement meilleure. Dans ce pays, le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire n'était

ASIE DE L'EST/PACIFIQUE : COMPLEXE



que de 65 % en 2001, ce qui veut dire qu'il faudrait un taux d'accroissement annuel moyen de 2,5 % pour parvenir à l'objectif de l'enseignement primaire pour tous. Parmi les autres pays dans lesquels le taux d'accroissement annuel devrait être beaucoup plus élevé pour atteindre l'objectif figurent : la Papouasie-Nouvelle-Guinée (1,9 %), Myanmar (1,3 %) et la République démocratique populaire lao (1,2 %).

L'autre objectif essentiel du Millénaire relatif à l'éducation, portant sur la parité des sexes, a généralement été atteint dans la région en ce qui concerne l'enseignement primaire, grâce à l'accroissement annuel moyen de 0,7 % du taux net d'inscription/de fréquentation scolaire des filles pendant la période allant de 1980 à 2001 (l'accroissement étant de 0,3 % pour les garçons). D'après les projections de l'UNICEF, l'indice de parité des sexes pour la région devrait ainsi être de 1,01 en 2005. Dix-sept pays de la région sont bien partis pour parvenir à la parité des sexes dans le primaire, y compris les pays les plus peuplés.

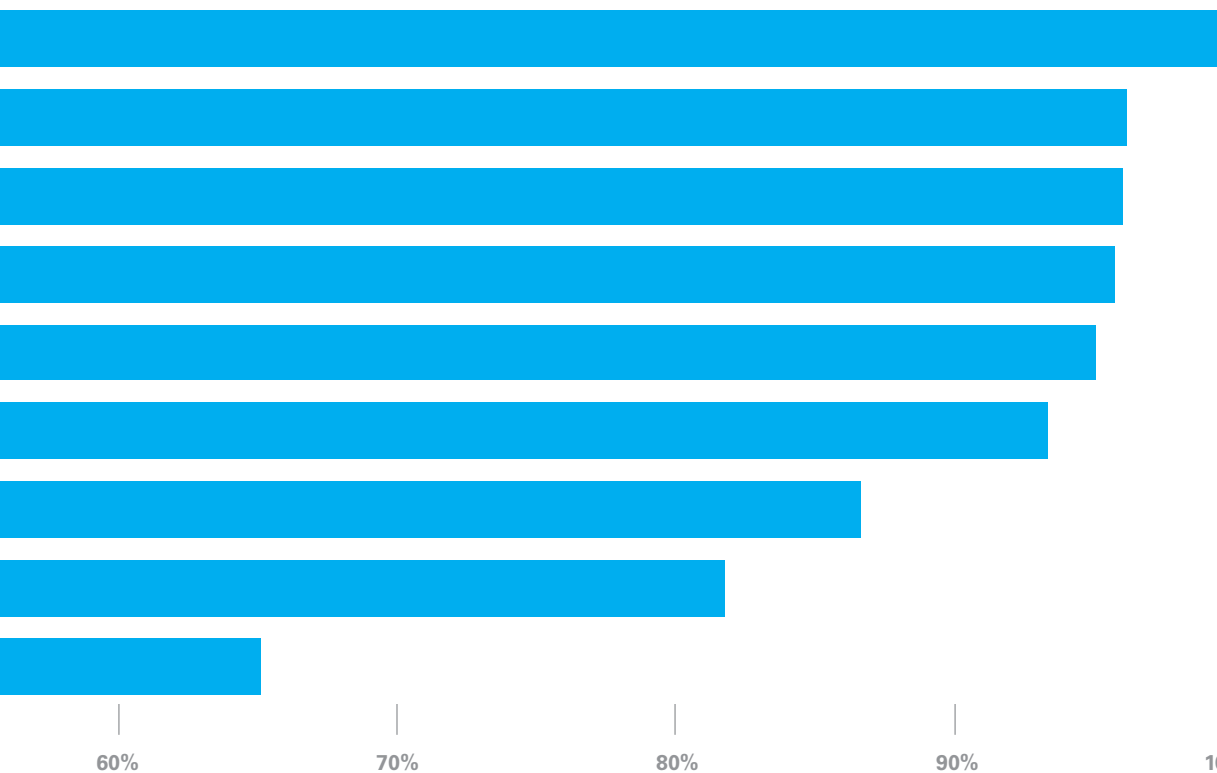
Mais même là où la parité sera une réalité, comme au Cambodge, au Myanmar et à Nauru, il reste encore à garantir une éducation primaire pour tous les enfants. Et il reste à voir dans quelle mesure ces chiffres se traduiront par une amélioration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Les pays et territoires qui ont le plus de chemin à parcourir pour parvenir à l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire sont : la Papouasie-Nouvelle-Guinée (indice de parité des sexes de 0,90), la République démocratique populaire lao (0,92), Palau (0,93) et Nioué (0,94).

D'après les enquêtes réalisées auprès des ménages sur la fréquentation nette dans le secondaire, l'Indonésie, le Myanmar et le Viet Nam sont bien partis pour atteindre la parité des sexes dans l'enseignement secondaire. Au Cambodge et en République démocratique populaire lao, l'écart est de respectivement 68 et 79 filles pour 100 garçons dans l'enseignement secondaire; tandis qu'en Mongolie et aux Philippines, ce sont les garçons qui sont distancés, les disparités entre les sexes dans l'enseignement secondaire étant favorables aux filles.

Les gouvernements de la région comprennent peu à peu la nécessité d'étendre l'éducation de base obligatoire du primaire au secondaire. Le taux net de fréquentation scolaire dans le secondaire varie dans la région d'un minimum de 50 % au Cambodge à un sommet de 79 % au Vietnam et de 81 % aux Philippines, d'après les données des enquêtes réalisées.

UNE SITUATION



Taux nets d'inscription/ de fréquentation scolaire dans le primaire (2001)

Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire en 2001 dans neuf pays à forte population de la région Asie de l'Est/Pacifique qui sont bien partis pour parvenir à l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire en 2005.

Les besoins des groupes marginalisés ne sont pas toujours satisfaits.

La notion d'éducation pour tous peut sembler moins pertinente dans les pays industrialisés, dont beaucoup ont institué depuis déjà un siècle l'éducation primaire pour tous. L'éducation obligatoire et les richesses nationales considérables ne se sont cependant pas nécessairement traduites par une scolarité de qualité pour tous les enfants.

En 2001, les pays industrialisés comptaient par exemple 2 % de tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés et les taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire n'avaient pas encore atteint 100 %. Car il est très difficile de gagner les derniers points de pourcentage qui les séparent de l'achèvement universel du cycle d'études primaires.

Les systèmes éducatifs des pays industrialisés continuent de pâtir de problèmes d'iniquité. Les besoins des groupes marginalisés, notamment des minorités ethniques et des immigrants récents, ne sont pas toujours satisfaits. Il existe également un clivage croissant entre les sexes, au détriment des garçons. D'après les projections du taux net de fréquentation scolaire dans les pays industrialisés en 2005, 100 % des filles vont à l'école, contre seulement 98 % des garçons.

Les filles ont également un meilleur niveau d'instruction que les garçons en général, ce qui amène les dirigeants à douter de

l'efficacité des méthodes d'instruction scolaire à combler ces disparités inverses entre les sexes.

Dans le primaire, une minorité de pays industrialisés n'avait pas encore atteint en 2001 l'enseignement primaire universel. Dans ce groupe se trouvent certains pays qui n'ont adhéré à l'Union européenne qu'en 2004 (et étaient précédemment considérés comme faisant partie de la région ECO/CEI) : la République tchèque (88,5 %), la Lettonie (89,2 %) et la Slovaquie (87 %). Mais des pays industrialisés de longue date entrent également dans cette catégorie.

Il n'y a que dans les pays industrialisés que l'éducation secondaire est presque universelle : tous les pays ont rendu l'enseignement secondaire obligatoire, la plupart d'entre eux obligeant les enfants à poursuivre leurs études jusqu'à l'âge de 16 ans. Malgré les effets de cette obligation prévue par la loi, les taux nets de scolarisation dans le secondaire sont inférieurs à 100 % dans de nombreux pays riches.

PAYS INDUSTRIALISÉS : PAS

COMMENT PROGRESSER À L'AVENIR : LES FLUX D'AIDE AFFECTÉS À L'ÉDUCATION

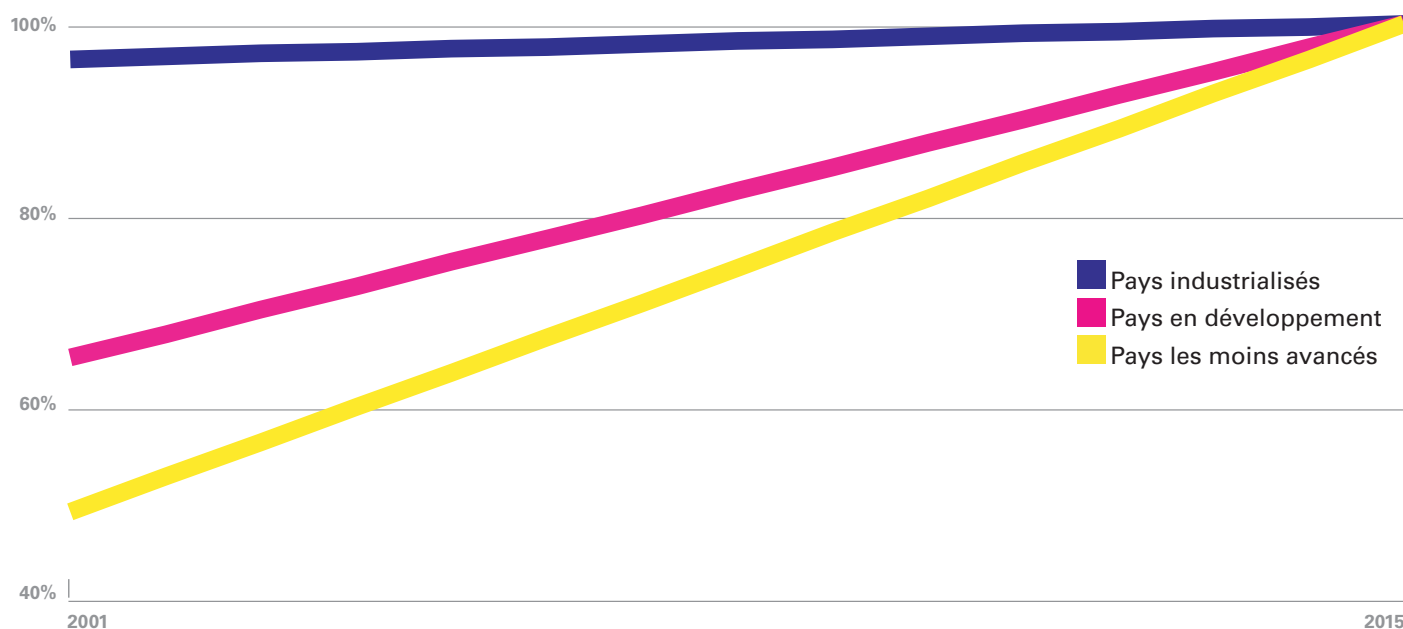
La communauté internationale a de multiples reprises proclamé son engagement en faveur de l'éducation pour tous et des objectifs du Millénaire relatifs à l'éducation – notamment lors du Sommet mondial pour l'éducation de Dakar (Sénégal) et du Sommet du Millénaire de New York, qui se sont tous les deux tenus en 2000. En outre, en 2002, à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique), les pays donateurs ont renouvelé leur engagement en faveur des Objectifs du Millénaire et ont de nouveau témoigné de leur volonté d'accroître l'aide au développement.

Le montant total de l'aide publique au développement (APD) destinée aux pays en développement a légèrement augmenté ces dernières années : de 7 % entre 2001 et 2002 et de 3,9 % entre 2002 et 2003²¹. Cependant, cela ne représentait que 0,25 % du revenu national brut (RNB) combiné des pays donateurs. Seuls cinq pays – le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède – ont atteint l'objectif des Nations Unies consistant à verser une APD égale à 0,7 %

du RNB, bien que la Belgique, la Finlande, la France et l'Irlande aient maintenant fixé des dates précises auxquelles parvenir à ces objectifs.

Les flux d'aide alloués à l'éducation ont également légèrement augmenté. En 2002, les affectations d'APD à l'éducation ont dépassé 4 milliards de dollars pour la première fois depuis 1999 et ont représenté environ 9 % des affectations totales²². Cependant, seulement 23 % de ces fonds sont spécifiquement affectés à l'enseignement de base.

Certains gouvernements ont déjà montré l'exemple. Le Gouvernement de la Norvège a en particulier versé en 2003-2004 plus de 51 millions de dollars à des activités menées avec le soutien de l'UNICEF dans le domaine de l'éducation des filles et le Gouvernement de la Suède a fait don de plus de 22 millions de dollars. Les mêmes gouvernements, ainsi que ceux de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande, apportent également leur soutien à l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous de la Banque mondiale.



Taux nets d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (2001-2015)

Ce graphique présente l'accroissement annuel moyen nécessaire pour atteindre d'ici à 2015 l'OMD d'un cycle d'études primaires pour tous.

ENCORE AU BUT

Le Gouvernement du Royaume-Uni est l'auteur d'un geste extraordinaire de solidarité avec les pays en développement, ayant annoncé en 2005 qu'il entend allouer 2,68 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour augmenter le nombre de filles scolarisées. Il appuie également les efforts de l'Initiative pour l'éducation des filles et l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous.

En janvier 2005, le Gouvernement d'Espagne a accepté d'annuler la dette de l'Argentine, qui se montait à 78 millions de dollars et cette somme sera investie dans l'éducation. Cette conversion de dettes en investissements éducatifs est un phénomène de plus en plus important en Amérique latine et la question sera évoquée au Sommet ibéro-américain de 2005. On espère que cette conversion servira de précédent à de nombreuses autres initiatives de ce genre.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a également organisé une mobilisation en faveur de nouveaux efforts tendant à la réalisation des OMD. En février 2005, les ministres des

finances des pays industrialisés du G-8 ont réaffirmé que l'accroissement de l'aide au développement et la réduction de la dette étaient jusqu'ici insuffisants pour la réalisation des OMD. Il est très appréciable qu'ils aient conscience de la nécessité de faire un pas de géant, mais le mécanisme permettant de mobiliser ces ressources supplémentaires reste à déterminer.

L'éducation n'est pas une option facultative – c'est un droit fondamental.

Les progrès accomplis pour les enfants dans le secteur de l'éducation sont complexes à appréhender. Il est important d'évaluer la stabilité et la viabilité de tout progrès réalisé et de ne pas se laisser berner par d'apparentes améliorations, par exemple, des taux d'inscription/de fréquentation, qui peuvent être temporaires ou superficielles. Certains pays semblent être parvenus à la parité des sexes et à des taux élevés globaux d'inscription mais ploient encore sous le poids de fortes inégalités entre les sexes dans leur société, où l'éducation ne semble pas avoir beaucoup influé sur des pratiques condamnables comme la violence sexiste. De même, il existe des pays dans lesquels les progrès réalisés au fil de nombreuses années sont anéantis en l'espace de quelques heures par une grande catastrophe naturelle ou, de façon encore plus tragique, par des années de troubles civils.

En outre, les objectifs de la parité des sexes et de l'éducation primaire universelle se composent de cibles en évolution constante, plutôt que de chiffres définitifs à atteindre. En général, le degré de difficulté tend à augmenter à mesure que l'on progresse vers ces objectifs, de sorte que scolariser les cinq derniers pourcents d'enfants n'allant pas à l'école, ou éliminer les dernières disparités entre les sexes, peut constituer un défi redoutable. Néanmoins, les projets réalisés à ce

audacieuses des pouvoirs publics consistant à abolir les frais de scolarité, on peut raisonnablement se demander pourquoi les obstacles restants ne peuvent être surmontés. Lorsqu'on considère les progrès spectaculaires de pays se relevant des ruines de la guerre ou d'autres situations de crise, il est clair que les pays qui ne sont pas touchés par de telles catastrophes peuvent à coup sûr faire encore mieux.

Il s'agit en grande partie d'une question de perspectives et de priorités – doublées d'un engagement, de détermination et de ressources. La mobilisation massive de sympathie et de dons privés du monde entier qu'a suscité le tsunami asiatique laisse penser qu'il est possible que la communauté internationale fasse passer les exigences de notre humanité commune avant la tendance à l'immobilisme – et que les gouvernements tiennent les promesses qu'ils ont faites au Sommet du Millénaire.

Il existe déjà sur le terrain trois grandes initiatives, mutuellement complémentaires, qui s'efforcent d'atteindre les objectifs en matière d'éducation. Dans le cadre du mouvement général de l'éducation pour tous, l'Initiative d'accélération, qui a été lancée en 2002, est un partenariat mondial de donateurs et de pays en développement, dirigé par la Banque mondiale, qui

NOTE FINALE : UNE QUESTION DE PRIORITÉS

jour laissent penser que les OMD relatifs à l'éducation sont encore tout à fait réalisables. Il est encore possible que, d'ici à 2015, tous les garçons et les filles du monde aillent à l'école et achèvent un cycle d'études primaires complet. L'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à la fin de l'année 2005 ou aussi rapidement que possible après cette date constituera un test indiquant s'il est possible de parvenir à cet objectif.

Lorsqu'on considère le nombre d'enfants actuellement non scolarisés, notamment en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la tâche risque de paraître insurmontable. Lorsqu'on considère le rythme moyen annuel des progrès, il est facile de parvenir par extrapolation à une date lointaine, plutôt que dans dix ans seulement. Lorsqu'on considère le montant actuel de l'aide affectée à l'enseignement de base, la somme supplémentaire de 5,6 milliards de dollars par an nécessaire d'après les estimations²³ à la réalisation de l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015 peut paraître problématique.

D'un autre côté, lorsqu'on considère l'amélioration incroyable du taux d'accroissement annuel moyen qu'ont connue en l'espace de 20 ans certains des pays les plus défavorisés, en proie aux circonstances les plus défavorables, tout semble possible. Lorsqu'on considère les effets positifs de décisions

visées à accélérer les progrès des pays à faible revenu dans la direction de l'enseignement primaire pour tous. L'initiative « 25 d'ici à 2005 » de l'UNICEF vise à aider tous les pays à éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation, une attention particulière étant accordée à 25 des pays qui risquent le plus de ne pas y parvenir.

Parallèlement, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, encadrée par l'UNICEF, est un projet phare et un cadre de partenariat de l'éducation pour tous, établi à la suite du Sommet mondial de l'éducation tenu à Dakar en 2000 pour mettre le dynamisme des principaux partenaires au service d'une campagne durable visant à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation des filles. Ce partenariat fait appel au système des Nations Unies, aux gouvernements, aux pays donateurs et aux organisations non gouvernementales, à la société civile, au secteur privé et aux collectivités et aux familles, en fournissant aux participants un programme d'action visant à dynamiser leurs efforts tendant à scolariser les filles et à promouvoir l'égalité des sexes en matière d'éducation.

En outre, à l'échelon national et local, on dispose maintenant d'un degré élevé d'expertise et d'expérience de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas. Il est possible d'en tirer parti à

condition d'affecter les efforts et les ressources là où cela est nécessaire. Il n'existe en matière d'éducation quasiment aucun problème qui n'ait pas une solution ayant déjà fait ses preuves ailleurs.

Parmi les politiques et stratégies les plus importantes adoptées en faveur de l'éducation pour tous figurent : l'abolition des frais de scolarité et des frais apparentés; la mise en oeuvre à plus grande échelle d'interventions ayant fait leurs preuves qui ont permis d'améliorer les taux de scolarisation et d'achèvement scolaire à petite échelle et localement; et l'application de mesures de transformation qui peuvent aider les pays à faire progresser d'un pas de géant les taux de participation scolaire, au moyen de la distribution rapide et équitable d'un programme d'enseignement essentiel qui tienne compte des besoins des filles et des garçons et soit axé sur la qualité.

Outre ces politiques et stratégies, il faut que l'idéologie sur laquelle s'appuient les politiques et investissements en matière d'éducation change de façon radicale. L'éducation n'est pas une option facultative, à financer quand l'économie s'améliore si elle s'améliore un jour – c'est un droit fondamental. Lorsque les systèmes éducatifs se fonderont sur ce principe, ils ne ménageront aucun effort pour garantir la scolarisation des plus marginalisés et des plus défavorisés, des filles dans la plupart des cas.

L'abolition des frais de scolarité n'est bien sûr pas la seule mesure à prendre. Pour remplacer ces revenus disparus, il est nécessaire de trouver d'importantes sources de financement. À court terme, la demande supplémentaire d'éducation que cela suscite pèse très lourdement sur le système : les locaux scolaires existants s'avèrent trop petits, il n'y a pas assez d'enseignants et il faut davantage de fournitures scolaires. Il y aura toujours de nombreux enfants difficiles à atteindre, qu'il faut faire bénéficier de mesures et d'initiatives spéciales, allant de bourses destinées aux familles défavorisées à la mise en place d'écoles communautaires dans des locaux temporaires. Mais garantir le droit à la gratuité de l'éducation est la première condition nécessaire à la création d'une culture nationale favorable à l'enseignement primaire pour tous.

Dans certains pays, d'importants efforts devront être fournis pour faire en sorte que les filles aillent à l'école en raison des expériences positives qu'elles y trouvent, plutôt que malgré les circonstances difficiles, les cadres d'apprentissage peu accueillants et les conditions adverses qu'elles subissent actuellement à l'école. Dans tous les pays, il est important d'améliorer la qualité des données et des analyses dans l'ensemble du secteur de l'éducation et de ne pas se fier autant à l'évolution des taux d'inscription scolaire, qui peuvent conduire à des conclusions ou à des recommandations inadaptées.

Il faut constamment surveiller les échéances intermédiaires, et tenir les dirigeants responsables de leurs actes s'ils ne respectent pas leurs engagements. Mais que personne ne prétende, au vu des indicateurs intermédiaires, que l'objectif de l'enseignement primaire pour tous est hors de notre portée; c'est un objectif réaliste, abordable est réalisable, et c'est le droit inaliénable de nos enfants.

RÉFÉRENCES

- 1 Le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire (TNI/F) dans le primaire correspond à la proportion d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui sont inscrits dans une école primaire ou fréquentent une école primaire. Le nombre d'inscriptions est communiqué par les pays, d'après les archives administratives de l'éducation; la fréquentation scolaire provient des enquêtes réalisées auprès des ménages. L'âge auquel aller à l'école primaire est fixé à l'échelle nationale.
- 2 Division de la population des Nations Unies, *World Population Prospects: The 2004 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unpp>.
- 3 Le rythme des progrès se mesure en calculant le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM) de la proportion de la population ayant au moins une éducation primaire. Les données provenant des enquêtes réalisées auprès des ménages (EDS et EGIM) ont permis d'estimer la probabilité de fréquentation scolaire (dans le primaire, le secondaire ou le niveau supérieur) pour différentes tranches d'âges; le TAAM est la moyenne de l'évolution constatée de cette probabilité.
- 4 Le TAAM nécessaire à la réalisation de l'objectif de 2015 se calcule en soustrayant le TNI/F de l'année de l'estimation la plus récente (environ 2001) de 100 % et en divisant le résultat obtenu par le nombre d'années de la période commençant l'année de l'estimation et se terminant en 2015. Par exemple, lorsque l'année de l'estimation est 2001, le TAAM se calcule en soustrayant le TNI/F de 2001 du TNI/F de 2015 et en divisant le résultat par 14.
- 5 L'indice de parité des sexes (IPS) est le ratio de l'inscription/la fréquentation scolaire des filles par rapport aux garçons. On considère que les pays sont bien partis pour atteindre l'objectif de 2005 s'ils ont un IPS compris entre 0,96 et 1,04.
- 6 Dans 10 pays, le taux net d'inscription/de fréquentation scolaire a progressé davantage chez les garçons que chez les filles : Trinité-et-Tobago; Guyana (ayant tous deux un TNI/F supérieur à 95 %); Botswana, Lesotho et Ouzbékistan (ayant tous un TNI/F supérieur à 80 %); et Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Yémen (ayant tous un TNI/F inférieur à 60 %).
- 7 Une analyse de régression effectuée par l'UNICEF des données portant sur 68 pays a permis de mettre en évidence les effets nets de cinq variables contextuelles (âge de l'enfant, sexe de l'enfant, lieu de résidence, biens du ménage et éducation de la mère) sur la probabilité qu'un enfant aille à l'école primaire. Dans 63 pays, l'âge de l'enfant, les biens du ménage et l'éducation de la mère étaient statistiquement significatifs. Dans au moins 30 pays, le sexe de l'enfant et le lieu de résidence n'avaient aucun effet net direct significatif. On peut interpréter ce résultat en pensant que le sexe de l'enfant et le lieu de résidence se manifestent par l'intermédiaire des facteurs importants que sont les biens du ménage et l'éducation de la mère.
- 8 Les estimations de la scolarisation dans le secondaire se fondent sur des données provenant d'enquêtes réalisées auprès des ménages dans 75 pays entre 1998 et 2003.
- 9 'Time Now for Universal Secondary Schooling in Kenya?', *Inter Press Service, UN Journal*, vol. 13, no. 7, 18 janvier 2005.
- 10 Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, *Analyse régionale pour 2003*, UNICEF, Dakar, 2004.
- 11 SIPRI/Uppsala Conflict Data Project, cité par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans *La Situation des enfants dans le monde 2005*, UNICEF, New York, 2004, p. 65.
- 12 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*, 'Rapport régional : Asie du Sud et de l'Ouest', UNESCO, Paris, 2003.
- 13 Banque mondiale, 'Education in MENA' Sector Brief, World Bank, Washington, D.C., août 2003.
- 14 Ibid.
- 15 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*, op. cit., 'Rapports régionaux : Europe centrale et orientale et Asie centrale'.
- 16 UNICEF, *Innocenti Social Monitor 2004 : Economic growth and child poverty in the CEE/CIS and the Baltic sttes*, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, 2004, p. 85.
- 17 UNESCO, op. cit.
- 18 Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et aux Caraïbes, 'Universal primary completion in Latin America: Are we really so near the Goal?', UNESCO, Santiago, octobre 2004, p. 5.
- 19 Ibid, p. 1.
- 20 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*, op. cit., p. 49.
- 21 Organisation pour le développement et la coopération économiques, *Augmentation modeste de l'aide au développement*, 2003 (16/4/04), www.oecd.org.
- 22 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005*, UNESCO, Paris, 2004, p. 188.
- 23 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2002*, UNESCO, Paris, 2002, p. 163.

PARITÉ DES SEXES ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Pays et territoires	Taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (c. 2001) ^a				Taux net de fréquentation dans le primaire (2005) ^c				Taux d'accroissement annuel moyen observé (1980-2001)			Taux d'accroissement annuel moyen nécessaire pour 2015		
	Total	Garçons	Filles	IPS ^b	Total	Garçons	Filles	IPS ^d	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles
AFRIQUE DE L'EST/AFRIQUE AUSTRALE														
Burundi	53,5	58,9	48,1	0,82	56,8	61,2	52,4	0,86	0,83	0,59	1,08	3,32	2,94	3,71
Comores	55,1	59,9	50,2	0,84	64,3	68,5	60,5	0,88	1,54	1,43	1,73	2,81	2,51	3,11
Ethiopie	30,6	33,1	28,0	0,85	34,6	37,0	32,1	0,87	1,02	0,98	1,03	4,96	4,78	5,14
Erythrée	42,9	46,1	39,6	0,86	48,5	50,6	46,0	0,91	1,41	1,13	1,61	4,08	3,85	4,32
Angola	61,5	66,0	56,9	0,86	67,8	68,8	67,2	0,98	0,90	0,39	1,46	2,27	2,00	2,53
Somalie	10,8	11,6	10,1	0,87	12,1	12,6	12,1	0,96	0,32	0,24	0,50	6,37	6,31	6,42
Mozambique	59,7	63,5	56,0	0,88	63,7	66,5	60,7	0,91	0,99	0,75	1,19	2,88	2,61	3,14
Zambie	66,6	66,9	66,3	0,99	68,2	67,1	69,1	1,03	0,39	0,04	0,70	2,39	2,36	2,41
République-Unie de Tanzanie	54,4	54,3	54,5	1,00	58,1	55,7	60,1	1,08	0,91	0,34	1,41	3,26	3,26	3,25
Malawi	81,5	81,5	81,5	1,00	85,0	83,3	86,5	1,04	0,89	0,44	1,25	1,32	1,32	1,32
Seychelles	94,8	94,9	94,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,37	0,36	0,38
Madagascar	69,0	68,6	69,4	1,01	74,7	74,2	75,1	1,01	1,41	1,40	1,43	2,21	2,24	2,18
Swaziland	77,0	76,6	77,4	1,01	80,0	79,0	80,9	1,02	0,74	0,59	0,87	1,64	1,67	1,61
Ouganda	78,9	78,4	79,4	1,01	82,6	80,0	84,8	1,06	0,92	0,41	1,35	1,51	1,54	1,47
Zimbabwe	80,5	80,0	81,0	1,01	82,4	81,1	83,5	1,03	0,62	0,34	0,84	1,50	1,54	1,46
Kenya	70,2	69,7	70,8	1,02	73,2	71,0	75,1	1,06	0,73	0,33	1,08	2,13	2,16	2,09
Afrique du Sud	93,9	92,9	94,9	1,02	96,0	94,6	97,4	1,03	0,53	0,43	0,62	0,44	0,51	0,36
Maurice	99,2	98,5	100,0	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,05	0,11	0,00
Rwanda	84,3	83,1	85,4	1,03	89,3	86,4	91,7	1,06	1,25	0,81	1,58	1,12	1,20	1,04
Botswana	81,1	79,3	82,9	1,05	86,0	84,7	87,4	1,03	1,23	1,35	1,13	1,35	1,48	1,22
Namibie	78,4	75,9	80,9	1,07	81,3	78,6	83,9	1,07	0,71	0,66	0,76	1,54	1,72	1,36
Lesotho	84,7	81,4	88,0	1,08	86,0	83,3	89,0	1,07	0,35	0,48	0,26	1,10	1,33	0,86

AFRIQUE DE L'OUEST/AFRIQUE CENTRALE														
Tchad	58,3	69,8	46,8	0,67	62,1	73,4	50,6	0,69	0,94	0,91	0,95	2,98	2,16	3,80
Niger	34,6	41,1	27,8	0,68	37,6	45,0	30,2	0,67	0,76	0,97	0,60	4,67	4,21	5,16
Burkina Faso	35,5	41,5	29,4	0,71	38,2	44,6	31,7	0,71	0,68	0,77	0,59	4,61	4,18	5,05
Guinée-Bissau	45,4	53,1	37,7	0,71	51,4	58,5	44,3	0,76	1,01	0,90	1,11	3,42	2,93	3,90
Mali	38,6	44,8	32,2	0,72	43,1	49,7	36,6	0,74	0,65	0,70	0,62	3,61	3,25	3,99
Côte d'Ivoire	63,8	73,5	54,0	0,73	67,8	77,0	58,6	0,76	1,00	0,88	1,15	2,59	1,89	3,29
Bénin	53,9	61,0	46,8	0,77	59,6	66,7	52,1	0,78	0,96	0,95	0,89	2,88	2,44	3,33
Guinée	61,9	69,5	54,0	0,78	65,7	73,3	57,9	0,79	0,95	0,95	0,97	2,72	2,18	3,28
Libéria	69,9	78,6	61,1	0,78	...	...	...	...	...	...	...	1,88	1,34	2,43
République centrafricaine	43,0	46,8	39,3	0,84	46,1	48,4	43,8	0,90	0,79	0,41	1,13	4,07	3,80	4,34
Guinée équatoriale	85,0	91,6	78,3	0,85	87,3	92,1	82,2	0,89	0,58	0,13	0,98	1,07	0,60	1,55
Togo	63,4	67,7	59,1	0,87	68,7	72,3	64,8	0,90	1,31	1,15	1,42	2,61	2,31	2,92
Sénégal	58,4	61,9	54,8	0,89	62,0	65,3	58,6	0,90	0,90	0,85	0,94	2,97	2,72	3,23
Nigéria	61,9	65,5	58,1	0,89	66,2	68,6	63,2	0,92	1,07	0,78	1,27	2,72	2,46	2,99
Sierra Leone	40,9	42,8	39,0	0,91	43,1	44,3	41,7	0,94	0,55	0,38	0,67	4,22	4,08	4,36
Gambie	73,9	77,1	70,7	0,92	79,0	82,5	75,5	0,92	1,28	1,33	1,20	1,86	1,63	2,09
République dém. du Congo	34,8	35,7	33,8	0,95	37,5	35,5	39,3	1,11	0,39	-0,03	0,78	3,84	3,78	3,90
Cameroun	74,4	76,4	72,5	0,95	78,4	79,2	77,4	0,98	0,98	0,70	1,21	1,83	1,69	1,96
Sao Tomé-et-Principe	97,4	100,0	94,7	0,95	100,0	100,0	100,0	1,00	0,96	0,33	1,43	0,19	0,00	0,38
Ghana	61,0	62,2	59,7	0,96	64,4	64,3	64,1	1,00	0,87	0,52	1,11	2,79	2,70	2,88
Mauritanie	66,7	68,2	65,2	0,96	72,5	72,9	72,0	0,99	1,46	1,17	1,69	2,38	2,27	2,48
Gabon	79,6	80,1	79,2	0,99	83,7	82,9	84,4	1,02	0,81	0,56	1,05	1,36	1,32	1,39
Cap-Vert	98,9	99,4	98,3	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,08	0,04	0,12

Données non disponibles : Congo

MOYEN-ORIENT/AFRIQUE DU NORD														
Yémen	54,6	67,8	40,7	0,60	64,4	79,6	48,5	0,61	1,96	2,36	1,54	3,03	2,14	3,95
Djibouti	34,3	38,7	29,8	0,77	...	...	...	...	...	...	...	4,69	4,38	5,01
Soudan	48,9	53,3	44,4	0,83	56,4	59,2	53,6	0,91	1,25	0,98	1,53	3,19	2,92	3,47
Iraq	77,8	83,8	71,5	0,85	84,2	87,3	80,5	0,92	1,07	0,58	1,50	1,39	1,01	1,78
Arabie saoudite	59,6	62,1	57,0	0,92	...	...	...	...	...	...	...	2,89	2,71	3,07
Maroc	88,5	91,7	85,2	0,93	...	...	...	...	...	...	...	0,82	0,59	1,05
République arabe syrienne	97,4	100,0	94,7	0,95	...	...	...	...	...	...	...	0,19	0,00	0,38
Égypte	92,5	94,5	90,4	0,96	96,7	98,0	95,4	0,97	1,05	0,86	1,25	0,54	0,39	0,69
Emirats arabes unis	83,9	84,9	82,7	0,97	...	...	...	...	...	...	...	1,15	1,08	1,23
Algérie	96,9	98,0	95,7	0,98	...	...	...	...	...	...	...	0,22	0,14	0,31
Koweït	88,9	89,1	88,7	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,79	0,78	0,81
Qatar	98,8	99,5	98,0	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,09	0,04	0,14
Liban	91,6	91,7	91,6	1,00	93,7	92,8	94,5	1,02	0,53	0,29	0,73	0,60	0,60	0,60
Tunisie	97,8	98,0	97,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,15	0,14	0,17
Oman	76,1	75,6	76,6	1,01	...	...	...	...	...	...	...	1,71	1,74	1,67
Bahreïn	92,2	91,9	92,6	1,01	93,8	91,5	95,9	1,05	0,38	-0,10	0,81	0,55	0,58	0,53
Jordanie	94,9	94,3	95,5	1,01	97,2	95,1	99,2	1,04	0,59	0,20	0,94	0,37	0,41	0,32
Territoire palestinien occupé	98,6	98,2	99,0	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,10	0,13	0,07
République islamique d'Iran	86,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,96	...	...

Données non disponibles : Jamahiriya arabe libyenne

Pays et territoires	Taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (c. 2001) ^a				Taux net de fréquentation dans le primaire (2005) ^c				Taux d'accroissement annuel moyen observé (1980-2001)			Taux d'accroissement annuel moyen nécessaire pour 2015		
	Total	Garçons	Filles	IPS ^b	Total	Garçons	Filles	IPS ^d	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles
ASIE DU SUD														
Afghanistan	53,1	65,5	39,6	0,60	...	...	...	...	...	...	...	3,91	2,88	5,03
Pakistan	60,7	67,6	53,4	0,79	65,9	71,6	59,6	0,83	1,04	0,80	1,23	2,62	2,16	3,11
Népal	66,2	71,1	61,0	0,86	73,7	77,8	69,3	0,89	1,48	1,33	1,65	2,25	1,93	2,60
Bhoutan	50,7	53,3	48,0	0,90	...	...	...	...	...	...	...	3,52	3,34	3,71
Inde	76,9	80,3	73,3	0,91	80,0	81,8	77,4	0,95	0,77	0,38	1,02	1,65	1,40	1,91
Sri Lanka	100,0	99,9	100,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,00	0,00	0,00
Maldives	97,5	97,0	98,1	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,18	0,21	0,14
Bangladesh	79,3	78,4	80,2	1,02	83,9	80,6	86,2	1,07	1,15	0,55	1,50	1,48	1,55	1,41
ECO/CEI														
Turquie	87,9	91,0	84,8	0,93	90,8	92,4	89,1	0,96	0,72	0,35	1,09	0,86	0,64	1,09
Tadjikistan	96,0	98,7	93,3	0,95	96,3	98,7	93,7	0,95	0,06	0,00	0,12	0,29	0,09	0,48
Kirghizistan	90,0	91,7	88,4	0,96	90,2	91,6	88,7	0,97	0,04	-0,01	0,07	0,71	0,60	0,83
Turkménistan	81,8	82,8	80,8	0,98	82,1	82,9	81,2	0,98	0,05	0,01	0,08	1,21	1,15	1,28
Bosnie-Herzégovine	86,2	87,3	85,1	0,97	87,0	87,5	86,4	0,99	0,20	0,05	0,33	0,99	0,91	1,07
Azerbaïdjan	79,9	80,6	79,2	0,98	80,2	80,6	79,7	0,99	0,06	0,00	0,12	1,44	1,39	1,49
Ouzbékistan	80,3	80,8	79,9	0,99	80,3	80,8	79,8	0,99	0,00	0,02	-0,01	1,40	1,37	1,44
République de Moldova	82,2	82,5	81,9	0,99	82,3	82,5	82,0	0,99	0,02	0,00	0,03	1,27	1,25	1,29
Arménie	87,5	87,9	87,0	0,99	87,6	88,0	87,1	0,99	0,02	0,02	0,03	0,90	0,86	0,93
Roumanie	91,6	91,9	91,3	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,60	0,58	0,62
Bulgarie	92,3	92,9	91,8	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,55	0,51	0,59
Croatie	94,7	95,1	94,3	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,38	0,35	0,41
Serbie-et-Monténégro	76,2	76,1	76,4	1,00	...	...	...	...	...	...	...	1,58	1,60	1,57
Ukraine	90,2	90,3	90,1	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,70	0,69	0,71
Géorgie	90,7	90,9	90,5	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,66	0,65	0,68
Albanie	97,2	97,3	97,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,19	0,18	0,20
Fédération de Russie	88,6	88,0	89,2	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,82	0,86	0,77
Ex-République yougoslave de Macédoine	97,5	97,0	98,0	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,18	0,22	0,14
Kazakhstan	95,7	94,8	96,7	1,02	95,9	94,9	96,8	1,02	0,03	0,02	0,04	0,30	0,37	0,24
Bélarus	93,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,48	...	...
ASIE DE L'EST/PACIFIQUE														
Papouasie-Nouvelle-Guinée	73,0	76,8	68,9	0,90	...	...	...	...	...	...	...	1,93	1,66	2,22
République dém. populaire lao	82,8	86,1	79,4	0,92	85,9	87,5	84,2	0,96	0,79	0,35	1,21	1,23	1,00	1,47
Palaos	96,6	100,0	93,1	0,93	...	...	...	...	...	...	...	0,23	0,00	0,46
Nioué	97,2	100,0	94,1	0,94	...	...	...	...	...	...	...	0,20	0,00	0,42
Timor-Leste	64,0	65,0	63,0	0,97	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tuvalu	97,9	100,0	95,6	0,96	...	...	...	...	...	...	...	0,14	0,00	0,29
Thaïlande	86,7	88,0	85,5	0,97	...	...	...	...	...	...	...	0,95	0,86	1,04
Cambodge	65,3	65,8	64,7	0,98	67,8	66,5	68,5	1,03	0,64	0,17	0,95	2,48	2,44	2,52
Tonga	95,8	96,0	95,5	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,30	0,28	0,32
Viet Nam	96,2	96,5	95,9	0,99	96,7	96,7	96,7	1,00	0,17	0,07	0,26	0,29	0,27	0,32
Indonésie	96,3	96,7	95,9	0,99	98,4	97,8	99,0	1,01	0,52	0,27	0,78	0,26	0,23	0,29
Myanmar	81,9	81,8	82,0	1,00	85,0	84,5	85,5	1,01	0,79	0,69	0,88	1,29	1,30	1,29
Malaisie	95,2	95,1	95,3	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,34	0,35	0,34
Samoa	96,8	96,9	96,6	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,23	0,22	0,24
République de Corée	99,8	100,0	99,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,01	0,00	0,03
Chine	95,9	95,6	96,3	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,29	0,32	0,27
Fidji	99,7	99,5	100,0	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,04	0,00
Philippines	93,5	92,4	94,6	1,02	93,8	92,6	95,0	1,03	0,07	0,05	0,10	0,47	0,54	0,38
Vanuatu	93,7	92,9	94,6	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,45	0,51	0,39
Kiribati	98,9	97,9	100,0	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,07	0,14	0,00
Nauru	81,0	79,6	82,4	1,04	...	...	...	...	...	...	...	1,12	1,20	1,03
Mongolie	90,1	88,2	92,0	1,04	87,5	85,3	89,8	1,05	-0,64	-0,74	-0,55	0,71	0,84	0,57
Etats fédérés de Micronésie	95,8	91,9	100,0	1,09	...	...	...	...	...	...	...	0,30	0,58	0,00
Données non disponibles : Brunei Darussalam, Iles Cook, République populaire démocratique de Corée, Iles Marshall, Singapour, Iles Salomon														
AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES														
Grenade	86,0	91,0	81,0	0,89	...	...	...	...	...	...	...	0,93	0,60	1,26
Guatemala	85,0	86,9	82,9	0,95	88,7	89,9	87,2	0,97	0,92	0,76	1,07	1,07	0,94	1,22
République dominicaine	97,3	98,5	96,0	0,98	98,6	99,8	97,3	0,98	0,33	0,33	0,33	0,20	0,11	0,28
Chili	86,5	87,0	86,0	0,99	...	...	...	...	...	...	...	1,04	1,00	1,08
Colombie	89,4	89,7	89,1	0,99	90,5	90,6	90,3	1,00	0,27	0,23	0,31	0,76	0,74	0,78
Cuba	97,1	97,4	96,7	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,21	0,19	0,24
Guyana	98,1	98,5	97,7	0,99	98,9	99,7	98,1	0,98	0,16	0,23	0,09	0,13	0,10	0,16
Sainte-Lucie	99,0	99,5	98,4	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,07	0,03	0,11
El Salvador	90,7	90,6	90,9	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,66	0,67	0,65
Jamaïque	95,9	95,7	96,1	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,29	0,31	0,28
Barbade	97,7	97,4	97,9	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,17	0,18	0,15
Panama	99,2	99,3	99,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,06	0,05	0,07
Argentine	99,8	100,0	99,6	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,01	0,00	0,03
Pérou	99,9	99,7	100,0	1,00	100,0	100,0	100,0	1,00	0,33	0,13	0,52	0,01	0,02	0,00
Uruguay	89,8	89,6	90,1	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,73	0,75	0,71
Paraguay	92,0	91,6	92,3	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,57	0,60	0,55
Venezuela	94,2	93,7	94,8	1,01	95,4	94,8	96,0	1,01	0,29	0,28	0,30	0,41	0,45	0,37
Bolivie	95,7	95,5	96,0	1,01	97,9	96,5	99,3	1,03	0,55	0,25	0,82	0,30	0,32	0,28
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	96,5	95,9	97,2	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,25	0,30	0,20
Belize	97,9	97,5	98,2	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,14	0,17	0,12

(voir page suivante)

Les pays et territoires indiqués en gris sont bien partis pour atteindre l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement primaire (IPS de 0,96 à 1,04 en 2001). ... Données non disponibles. ^a Les années pendant lesquelles le TNI/F a été estimé vont de 1998 à 2002. ^b Ratio du TNI/F des filles par rapport à celui des garçons dans le primaire. ^c Taux net de fréquentation scolaire (TNF). ^d Ratio du TNF des filles par rapport à celui des garçons.

Pays et territoires	Taux net d'inscription/de fréquentation scolaire dans le primaire (c. 2001) ^a				Taux net de fréquentation dans le primaire (2005) ^c				Taux d'accroissement annuel moyen observé (1980-2001)			Taux d'accroissement annuel moyen nécessaire pour 2015		
	Total	Garçons	Filles	IPS ^b	Total	Garçons	Filles	IPS ^d	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles
AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES (suite de la page précédente)														
Equateur	99,4	98,9	100,0	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,04	0,08	0,00
Nicaragua	86,7	86,0	87,4	1,02	89,2	88,0	90,4	1,03	0,63	0,51	0,74	0,95	1,00	0,90
Honduras	87,4	86,7	88,3	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,90	0,95	0,84
Costa Rica	90,8	90,0	91,5	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,66	0,71	0,61
Trinité-et-Tobago	91,4	90,5	92,4	1,02	92,1	91,3	93,0	1,02	0,18	0,21	0,16	0,61	0,68	0,54
Bésil	94,5	93,6	95,5	1,02	95,9	94,8	97,0	1,02	0,35	0,31	0,40	0,39	0,46	0,32
Mexique	99,1	98,3	99,9	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,06	0,12	0,01
Suriname	98,6	97,3	100,0	1,03	100,0	100,0	100,0	1,00	0,46	0,34	0,57	0,10	0,19	0,00
Bahamas	92,9	90,9	95,1	1,05	...	...	...	...	...	...	...	0,50	0,65	0,35
Haïti	54,3	52,2	56,6	1,08	59,0	55,7	62,4	1,12	1,17	0,88	1,46	3,26	3,42	3,10
Saint-Kitts-et-Nevis	86,2	81,5	91,5	1,12	...	...	...	...	...	...	...	0,92	1,24	0,57

Données non disponibles : Antigua-et-Barbuda, Dominique

PAYS INDUSTRIALISÉS														
Nouvelle-Zélande	99,3	99,6	99,0	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,05	0,03	0,08
Pays-Bas	99,4	100,0	98,8	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,04	0,00	0,09
Espagne	99,6	99,9	99,3	0,99	...	...	...	...	...	...	...	0,03	0,01	0,05
République tchèque	88,5	88,5	88,4	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,82	0,82	0,83
Slovénie	95,3	95,2	95,3	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,34	0,34	0,33
Malte	95,4	95,4	95,5	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,33	0,33	0,32
Lituanie	97,0	97,0	97,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,22	0,22	0,22
Luxembourg	97,1	97,1	97,1	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,21	0,21	0,21
Israël	98,0	97,9	98,1	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,14	0,15	0,13
Pologne	98,2	98,0	98,3	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,13	0,14	0,12
Estonie	98,8	98,7	99,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,09	0,10	0,07
Belgique	99,1	99,0	99,1	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,07	0,07	0,06
Grèce	99,3	99,4	99,3	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,05	0,05	0,05
Suède	99,5	99,7	99,3	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,03	0,02	0,05
Canada	99,6	99,5	99,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,03	0,03	0,02
Italie	99,6	99,7	99,4	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,03	0,02	0,04
France	99,7	99,6	99,8	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,03	0,01
Suisse	99,7	99,7	99,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,02	0,02
Finlande	99,8	99,7	99,8	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,02	0,01
Islande	99,8	99,8	99,7	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,01	0,02
Norvège	99,8	99,7	99,9	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,02	0,02	0,01
Danemark	100,0	100,0	100,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,00	0,00	0,00
Japon	100,0	100,0	100,0	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,00	0,00	0,00
Royaume-Uni	100,0	100,0	99,9	1,00	...	...	...	...	...	...	...	0,00	0,00	0,01
Lettonie	89,2	88,6	89,8	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,77	0,82	0,73
États-Unis	93,7	93,1	94,4	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,45	0,49	0,40
Australie	95,2	94,8	95,6	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,37	0,40	0,34
Chypre	98,5	98,2	98,8	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,11	0,13	0,09
Hongrie	98,8	98,4	99,2	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,09	0,11	0,06
Portugal	99,0	98,7	99,3	1,01	...	...	...	...	...	...	...	0,07	0,09	0,05
Allemagne	83,8	83,1	84,7	1,02	...	...	...	...	...	...	...	1,01	1,06	0,96
Slovaquie	87,0	86,2	87,9	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,93	0,98	0,87
Autriche	89,9	89,2	90,6	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,72	0,77	0,67
Irlande	95,5	94,7	96,3	1,02	...	...	...	...	...	...	...	0,32	0,38	0,26

Données non disponibles : Andorre, Saint-Siège, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin

APERÇUS RÉGIONAUX														
Afrique de l'Est/Afrique australe	61,5	62,2	60,9	0,98	65,1	64,8	65,3	1,01	0,89	0,65	1,10	2,75	2,70	2,79
Afrique de l'Ouest/Afrique centrale	54,7	58,7	50,7	0,86	58,0	61,0	54,7	0,90	0,82	0,58	1,00	3,24	2,95	3,52
Asie du Sud	74,0	77,7	70,1	0,90	77,5	79,7	74,6	0,94	0,88	0,50	1,12	1,86	1,59	2,14
Moyen-Orient/Afrique du Nord	81,3	84,6	77,9	0,92	86,9	89,5	83,8	0,94	1,39	1,24	1,49	1,34	1,10	1,58
ECO/CEI	88,3	89,5	87,1	0,97	89,7	90,1	89,4	0,99	0,35	0,15	0,59	0,84	0,75	0,92
Amérique latine/Caraïbes	94,3	93,9	94,7	1,01	96,7	95,8	97,6	1,02	0,60	0,47	0,73	0,41	0,44	0,38
Asie de l'Est/Pacifique	94,3	94,4	94,2	1,00	96,2	95,5	96,9	1,01	0,48	0,27	0,67	0,41	0,40	0,41
Pays industrialisés	96,3	96,0	96,6	1,01	98,7	97,9	99,5	1,02	...	...	...	0,26	0,29	0,24
Pays en développement	65,2	67,7	61,5	0,91	68,6	70,0	65,8	0,94	0,86	0,57	1,07	2,49	2,31	2,75
Pays les moins avancés	49,1	51,7	45,9	0,89	52,8	54,4	50,3	0,92	0,92	0,67	1,10	3,64	3,45	3,86
Monde	82,2	83,8	80,5	0,96	85,6	87,2	83,9	0,96	0,86	0,57	1,07	1,27	1,16	1,39

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :
Section de l'information stratégique de l'UNICEF
Division des politiques et de la planification
Publié par l'UNICEF

Division de la communication
3 United Nations Plaza, H-9F
New York, NY 10017, États-Unis

Site sur Internet : www.unicef.org/french
Courriel : pubdoc@unicef.org

ISBN : 92-806-3875-0

© Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(UNICEF), New York

Avril 2005